

L'OPPOSITION LIBERALE DANS L'EMPIRE OTTOMAN (1908-1914)

Memoire de D.E.A. de L'E.H.E.S.S.

Preparé sous la direction de M. François FURET

Présenté par Hamit BOZARSLAN

PARIS, JUIN 1987

GEN 720

Liv-Fre

Institut kurde de Paris

INSTITUT KURDE DE PARIS
ENTRÉE N° 720

L'OPPOSITION LIBERALE DANS L'EMPIRE OTTOMAN (1908-1914)

Memoire de D.E.A. de L'E.H.E.S.S.

Preparé sous la direction de M. François FURET

Présenté par Hamit BOZARSLAN

PARIS, JUIN 1987

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CH : I LA VIE POLITIQUE TURQUE DE 1908 A 1914	
1- L'Union et Progrès dans la scène politique	9
2- Elites et Opposition traditionnelles	17
CH : II L'OPPOSITION LIBERALE	
1- Origines et Evolution	26
2- L'opposition libérale face aux problèmes de l'Empire. 34	
- L'opposition libérale et la révolution	34
- L'"Ancien régime" et la "Révolution"	36
- L'Armée	40
- Le Nationalisme	42
- Le Socialisme	46
- Politique étrangère	48
EN GUISE DE CONCLUSION	51

CHRONOLOGIE SOMMAIRE	I
NOTICES BIOGRAPHIQUES	IX
GLOSAIRE	X
NOTES.....	XI
BIBLIOGRAPHIE	XXXII

Institut kurde de Paris



Malgré tous nos efforts, certaines erreurs de frappe n'ont pas pu être évitées. Nous en relevons les plus importantes et nous prions le jury de nous en excuser.

p:11, ligne:10, pour le kénalisme... à lire par le kéralisme
p:12, ligne:13, Le Bon et Aeckel.... à lire Le Bon et Kaeckel
p:20, ligne:20, loi promulgues"on ..à lire loi, promulges-en"
p:16, ligne:21, Djidah.....à lire Djihad
p:21, ligne:13, fait peu.....à lire fait peur
P:54, ligne:20, "Orient".....à lire "Ordre"

Institut kurde de Paris



INTRODUCTION

Institut kurac de Paris

En analysant la vie politique turque de 1960 à 1980, nous constatons d'une part, que le modèle kémaliste, incarné dans une grande mesure par l'armée ne pouvait éviter une crise de légitimité ; et d'autre part que le libéralisme turc, ayant un long passé, était incapable de se démarquer de l'idéologie officielle et de devenir un garant de la démocratie. Ce mouvement libéral se montrait en effet, à de nombreuses occasions, aussi intransigeant que l'armée. Leur confrontation était cependant inévitable, l'armée a pu à trois reprises, et d'une façon humiliante mettre fin à un gouvernement libéral soutenu par une majorité parlementaire. Cette révolution dramatique a surpris de nombreux observateurs. En effet, s'il n'était guère difficile de comprendre l'action politique de l'armée, il n'en était pas de même pour le gouvernement/l'opposition libérale. S'il est vrai que les débuts du libéralisme politique turc étaient tombés dans l'oubli, et que le parti de la justice de S. Demirel lui-même ne s'y référait plus, son aliénation idéologique et politique était cependant un fait à ne pas négliger. Le libéralisme turc s'appropriait au cours des décennies une partie importante de l'héritage étatique et se libérait ainsi de ses propres racines. Aucune de ces dispositions théoriques ou pratiques ne permettait d'établir un lien direct entre le libéralisme turc de 1960-1980 et celui de 1908-1914. Cette rupture étant évidente, la question de savoir si l'originalité de l'opposition libérale ottomane n'était pas liée justement à son "ottomanité" s'imposait.

D'autre part, dans la Turquie d'entre 1960 et 1980, on assistait en même temps à une crise de légitimité de l'idéologie officielle et de l'héritage kémaliste. Cette crise se manifestait par des déchirures internes de la société, par l'instabilité et par des radicalismes politiques et par la terreur. La vie intellectuelle était devenue à la fois l'arène et le miroir de cette crise. Elle continue à l'être. On peut trouver certes, encore aujourd'hui, des intellectuels, prétendant que le kémalisme, ayant pour objectif "la turcification complète du pays", ou le pan-touranisme, avec l'idée d'un état musclé, peuvent devenir l'étape supérieure de la "civilisation greco-latine"(1) ou de "la lumière de Prométhée"(2). Mais les tabous commencent à se briser. En 1987, lorsque l'armée, le problème kurde ou l'islam se sont finalement imposés comme des sujets de discussions, l'héritage de l'Etat autoritaire et "civilisateur" basé sur l'action de l'élite n'est revendiqué dans son ensemble que par l'Armée, et par certaines fractions de la gauche marxiste ou social-démocrate turque (3). Pour les autres, il s'agit de son rejet total ou partiel (4). Les intellectuels turcs de 1987 sont, dans leur diversité, à la recherche d'une "nouvelle" synthèse : la synthèse turcoislamique (5), la synthèse "orientale-occidentale" (6) ou "islamo-occidentale" (7). La légitimité de l'Etat unionisto-kémaliste n'est plus totale. Les multiples interventions de l'Armée semblaient chercher un remède à cette perte de légitimité. Cependant l'action

politique de l'Armée n'aboutit qu'à une perte de prestige des militaires et accentue la crise de légitimité. "Ceux qui préfèrent leur sécurité à leur liberté perdent les deux" dit Demirel, le chef "historique" du libéralisme turc en paraphrasant Lincoln.

Ce sont donc la crise du libéralisme turc et celle de la légitimité de l'Etat unioniste-kémaliste qui nous ont poussé vers le passé, vers la période de 1908-1914, aux racines et à l'émergence du mouvement libéral. En effet, si la période jeune turque est importante au point de vue des pratiques du pouvoir, celles-ci n'éclipsent nullement l'importance et l'originalité des pratiques oppositionnelles. Ces dernières sont riches, parce que variées, comprenant à la fois des modes d'action issues des tentatives de réforme de l'islam ; et une opposition "moderne" issue des idées essentiellement occidentales et des tentatives de leur amalgame. Grâce à cette opposition le problème de la "démocratie" s'actualise. Celle-ci, tout en se réclamant de la révolution de 1908 propose des réformes basées sur les "libertés". Le problème de la "légitimité" est aussi posé par elle dans une optique assez particulière : elle est à la recherche d'une "légitimité" ayant ses bases à la fois dans le système et l'héritage ottomane, et dans les "nouveaux principes de la révolution". Par ces soucis de synthèse entre "l'ancien régime" et la "révolution" (mots d'usage courant dans ses publications) par son refus de l'autorité étatique, du nationalisme, du pan-

islamisme, cette opposition semble être sans descendance dans la région. Elle est cependant bannie sous l'Union et Progrès et sous le kémalisme, et son nom passe pour le synonyme par excellence de la "réaction" alors même qu'elle se faisait le porte parole de la "Révolution".

Ce paradoxe qui est à lui seul assez significatif ne peut être compris que si l'expérience jeune turque et les bouleversements qu'a connus la région entre 1905 et 1908 sont pris en compte.

Avant la révolution jeune turque dans l'empire ottomane, deux de ses états voisins connurent une expérience révolutionnaire : la Russie tsariste en 1905, et la perse en 1906 (8). Ces trois révolutions, survenues plus de cent ans après la révolution française témoignaient le début de la nouvelle phase en Europe orientale et en Asie. Provoquées par des causes diverses, elles étaient en même temps les fruits de l'aboutissement des idées et des aspirations occidentales en Orient. En Russie la philosophie des lumières, puis l'idéalisme allemand avaient depuis longtemps contribué aux divisions entre les "occidentalistes" et les "slavophiles" (9). L'avènement du marxisme n'était pas sans rapport avec ces discussions brûlantes. En Iran, malgré l'importance de l'uléma, les idées occidentales étaient l'une des sources de la révolution (10). L'influence du mouvement révolutionnaire russe, la présence d'une communauté arménienne à la fois mobile et militante, les activités et les idées d'un uléma

réformiste tel Al Afghani, donnait à cette révolution un caractère non-traditionnel (11). Finalement en Turquie où les idées de la révolution française avaient eu des échos contemporains, notamment dans la communauté grecques (12) et plus tard parmi les autres communautés, "l'occidentalisation" était déjà à l'ordre du jour dans les débats intellectuels (13). Comme nous le verrons plus tard, l'éloge de l'athéisme ne manquait pas dans les facultés de médecine et Paris, des jeunes turcs se faisaient les porte-paroles de la nouvelle religion mondiale : le positivisme, dont le fondateur s'était montré si intéressé par l'empire ottomane (14).

Toutes les trois, ces révolutions se réclamaient de la liberté. Leurs causes immédiates étaient cependant ailleurs : la Russie tsariste venait de subir avec la guerre russo japonaise une très grande défaite militaire et les conséquences économiques et politiques de celles-ci se faisaient sentir. En Perse, il s'agissait d'un mouvement contre les monopoles étrangers, et dans l'empire ottoman, il était question d'une réaction fervente contre le "congrès" du réval qui aurait pu entraîner l'expulsion des turcs des Balkans. En Russie et en Perse il s'agissait de révoltes populaires, alors que dans l'empire ottoman c'était une révolte militaire, engendrée par des intellectuels. Ce point est important, car il explique très probablement les raisons pour lesquelles les jeunes turcs seuls ont pu accéder au pouvoir et peu-à-peu à s'y installer. Avec eux s'intallait également dans cette partie du monde, le premier régime



autoritaire fondé sur un parti politique, essayant de forger une idéologie afin de se légitimer. Ce parti s'oriente progressivement vers un régime du Parti-Etat et étouffe, au moins provisoirement, toute opposition. En 1914, voire même en 1918, ce processus n'est certes pas encore achevé. L'armée reste un facteur du pouvoir ; les conflits internes du parti sont encore assez frappants au point d'obliger les chefs du comité d'Union et Progrès d'avoir des forces de frappe personnelles ; le régime doit encore chercher sa légitimité, non seulement dans le nationalisme et dans le scientisme, mais également dans l'islam ; de larges secteurs de la société échappent encore à son contrôle. Le kémalisme parachèvera à partir de 1923 ce processus.

La pratique révolutionnaire jeune turc n'est pas facilement comparable aux pratiques de la Révolution française. Certes, il n'en reste pas moins que la référence jacobine et surtout l'exemple de la troisième république sont présents à la fois dans l'esprit des jeunes turcs et celui des kémalistes, et dans l'historiographie révolutionnaire turque. Le régime jeune turc nous donne le premier exemple, au proche-orient d'un régime autoritaire et d'un parti politique incarnant la raison, établi sur une base "scientifique" et sur une idéologie servant à légitimer ses projets. Les autres régimes autoritaires, le bolchévisme, les régimes autoritaires fascistes des balkans, et les régimes révolutionnaires arabes lui succèdent chronologiquement parlant et le kémalisme,

héritier "organique" et idéologique du Comité (15) exprimera plus tard sa fierté de constituer avec le fascisme et bolchévisme, les trois régimes anti-démocratique du monde (16) Dès lors il n'est pas très surprenant de voir l'influence des idées "pre-totalitaires" comme les décrit Mardin (17) sur les ^{jeunes-} turcs.

Si la période jeune turque a été l'une des période privilégiées de l'histoire turque, les aspects que nous venons d'évoquer ont été tres largement négliges par les historiens et politologues turcs et étrangers. Or, un recul de plus d'un demi siècle turcs et étrangers. Or, un recul de plus d'un demi siècle, l'expérience douloureuse de la démocratie turque depuis 1980 et les récentes évolutions dans le moyen orient arabe, nous poussent aujourd'hui à revenir sur cette période avec un renversement presque total de la problématique. D'autre part, la révolution jeune turc pose un problème historiographique analogue à celui de la révolution française et nous permet d'observer les points de convergences qui surgissent entre le comité d'Union et Progrès et le kémalisme d'une part, et entre ces deux mouvements et la gauche sociale-démocrate et communiste turques d'autre part. Il s'agit d'une conception hégaliennne, trouvant dans l'Histoire la raison porteuse d'une mission historique. L'analyse et la remise en question de cette sorte d'historiographie s'imposent aujourd'hui comme une condition nécessaire à toute recherche concernant cette période. Ces raisons justifient, nous le croyons, les réflexions sur cette dernière décennie de l'empire ottoman.

Le texte qui suit a pour but de dégager les traits caractéristiques de cette période et de poser quelques questions. Les limites imposées pour le mémoire du D.E.A. et l'état lui-même de nos recherches nous obligent à être schématique. Aussi nous avons dû être assez schématiques en ce qui concerne l'opposition libérale, qui est pourtant au centre de notre recherche : nous nous sommes contentés de la situer dans son époque et de donner un bref aperçu de ses positions en dégagant quelques thèmes. Cette méthode nous a permis d'avancer quelques hypothèses qui seront plus tard discutées et approfondies dans notre thèse. Il est clair, que nous avons négligé dans ce mémoire les désaccords internes de cette opposition et les points de vue différents de ses dirigeants. En outre, nous avons choisi de présenter quatre ou cinq de ses dirigeants comme éléments de références. Ce choix arbitraire nous a été également imposé par les limites de ce mémoire.

En contre partie, pour rendre le texte intelligible, nous avons été obligés d'accorder une place relativement importante à l'évolution du Comité d'Union et progrès et à celle de l'opposition islamique, avant d'aborder notre sujet proprement dit.



CH : I - LA VIE POLITIQUE TURQUE DE 1908 A 1914

Institut kurde de Paris

1) L'Union et Progrès dans la scène politique.

Mardin, en expliquant la véritable aspiration des jeunes turcs précise que celle-ci n'était pas le désir de la liberté, mais celui d'empêcher le déclin de l'empire (1). En effet, la question qui s'est posée à la génération des jeunes ottomans, aussi bien qu'à la génération des jeunes turcs était la même : comment sauver "cet Etat" ? Le problème qui se pose aux intellectuels ottomans est le même qui se pose pour les intellectuels orientaux, de Perse à la Chine. Les intellectuels égyptiens, tels que Muhammad Abduh ou Salama Musa, Djamaladdin Al-Afghani en Perse, et les intellectuels ottomans, se trouvent face à une situation de retard effectif par rapport à l'occident. Le moyen de parvenir à la sauvegarde de l'indépendance et de la puissance se pose alors dans le terme d'occidentalisation, semblant être l'avenir unique de l'humanité. Dès lors, plusieurs dilemmes émergent devant l'intellectuel oriental : il est en face de l'équation impossible entre la civilisation et la science européennes et la religion. Il se voit obligé de changer la situation par la révolution, alors qu'il est conscient de la nécessité de l'ordre et de l'intégralité territoriale. Il est, en outre coincé entre l'ordre moral traditionnel et le système de valeur occidental.

La modernisation calque le modèle étatique français ou prussien, devient une nécessité en même temps que de moderniser la société, de la changer, tout en la maintenant en ordre, sont les



aspirations principales de cette intelligentsia. L'élite est chargée par elle de mener à bien ces transformations (3) basées sur le sacrifice de l'avam et son expulsion de la sphère politique (3). L'avam ne peut posséder aucun droit, mais seulement des devoirs (4). Si de renverser le pouvoir en place considéré comme un obstacle au progrès est un devoir, il faut cependant bien faire la part des choses. Ce renversement ne doit pas passer par une participation des "masses" mais plutôt par les centres d'opposition institutionnalisés qui sont capables de garantir l'ordre. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir les jeunes turcs chercher non pas le marxisme, mais les idées solidaristes en Europe (5). La liberté, l'égalité et la fraternité, et la référence constante faite à la philosophie des lumières s'inscrivent dans cette logique.

Cette situation oblige l'intelligentsia moderne à faire un choix idéologique qui, à son tour, contribue largement à changer ou à orienter le profil même de l'action politique. Il est vrai que ce choix ne se fait que rarement d'une façon consciente. Il n'en reste pas moins qu'il est souvent loin d'être innocent.

Il n'est pas surprenant en effet, que l'opposition jeune turc trouve ses références, d'abord dans le jacobinisme. "Les tablettes révolutionnaires" d'une jeune turc de Y. Fehmi, rédigées 10 ans avant la fondation d'un comité de salut public à Istanbul (6) sont frappantes à cet égard. L'auteur propose dans ces tablettes, la création à Constantinople d'un comité de salut

Public, dont les membres seraient élus par les chefs du mouvement ; l'exclusion de tous les non-ottomans de ce comité ; la "mise hors la loi du Sultan et de l'héritier présomptif" ; ainsi que "ses cheik-ul-islam et des cannibales hamidiens" ; la "dissolution de quelques confréries religieuses musulmanes" et "la mise sous séquestre des effets et des objets sacrés qui pourraient servir à la réaction ; la "création d'un tribunal révolutionnaire provisoire dont les membres seront pris par roulement dans l'Assemblée" (7). Une partie importante de ces mesures seront prises par la suite pour le kémalisme.

A cette source majeure, s'ajouteront les autres, souvent contradictoires. Le positivisme, qui a eu un grand succès à l'extérieur de l'Europe (8) et qui rend A. Riza le "sympathique corréligionnaire" des positivistes (9) sera une autre source de cette intelligentisme désireuse de réaliser le progrès dans l'ordre. La troisième source finalement, est un amalgame de ce que S. Mardin appelle les idées pré-totalitaires. Si Paris est le centre par excellence du jacobinisme et du positivisme, il est aussi le centre de l'amalgame et de la synthèse de ces idées pré-totalitaires (10). Il s'agit en effet d'une référence à la philosophie politique enrichie par une référence scientifique, de préférence biologique : c'est précisément dans ce cadre que s'inscrivent côte à côte le positivisme comptien, puis durkheimien, de Lemark, Hegel, Schopenhauer, Büchner, E.



Ludendorff , L. Bruhl, E. Renan, TH Taine, G. Le Bon, etc..(11)
 Remarquons qu'une partie importante de ces noms figurent parmi les prestigieux penseurs de la "Droite Révolutionnaire" (12). Le Bergsonisme se couple d'une façon spectaculaire avec le Darwin qui devient le manuel interdit, mais indispensable de chaque étudiant en médecine (13). Y. Akaura, l'un des théoriciens du pan-touranisme du comité d'Union et Progrès, puis du kémalisme, s'inspire fortement du livre de Darwin, traduit sous le titre de *Struggle for life* (14). Même l'un des chefs des plus conservateurs du mouvement d'opposition, Mizanci Murad Bey est influencé par Darwin (15). Quant à Abdullah Cevdet, la référence de l'occidentalisation Kurde et Kémaliste, lui traduit, en peu de temps la majeure partie de l'oeuvre de Le Bon et Aeckel et prédit le matérialisme biologique (16). Un autre théoricien du comité et par la suite du Kémalisme, lui, il écrit ceci : "la période de découragement est passé, on va puiser chez les penseurs de l'occident (les Nietsches, les Gobineaus, les Fouilles, les Le Bons, les Bergons, les Durkheims), des motifs d'espérer, de vouloir (17).

Il n'est donc pas étonnant de percevoir le changement survenu, depuis le comité jusqu'au Kémalisme, dans la façon de concevoir la légitimité du pouvoir. Le pouvoir ne se légitime plus, du moins pas complètement, par la "révélation" mais par la "révolution"(18), par la "liberté disciplinée" (19) ou par la "dictature de l'idée" (20). Les élites trouvent désormais leur légitimité dans le savoir (21). Le peuple au nom duquel la

"révolution" eut lieu, est déclaré, d'une façon explicite, "l'ennemi" au même titre que les puissance et le palais. (22). "La peur du gendarme et de Dieu ne devait jamais disparaître" dit l'un des chefs des jeunes turcs (23) qui considère le devoir de se maintenir au pouvoir comme le devoir le plus important de l'élite (24). L'ancien régime le mot courant de la littérature révolutionnaire est "tué" à jamais (25). Certes, mais son assassinat ne veut pas dire l'abandon complet ni de ses méthodes ni de ses projets. Le pan-islamisme, ou au moins la tradition d'ummet continue à jouer un rôle mobilisateur (26)

Parallèlement, la fonction attribuée aux institutions change aussi. Le parti "révolutionnaire" se transforme peu-à-peu en parti tout court et gagne un caractère sacré. "L'Union et Progrès ne pourrait jamais accepter de tomber" comme le dit dans ses mémoires H.C. Yalcin (27). Son centre et son comité central restent, faisant appel aux Khemeres rouges, secrets (28) Il gagne aussi un caractère infailible, invincible, omniprésent et invisible en même temps, et engendre, 15 ans avant Kémalisme, comme le soulignait I.E. Adivar, l'embryon du parti-unique (29). L'armée, qui est au moins pour un certains temps, impliquée dans le processus du "policy making" est peu à peu rejetée hors du jeu politique. Elle est cependant liée, et ceci dès 1909, par un serment non pas au gouvernement mais au Comité (30). Ceci signifie qu'elle ne prend pas un caractère a-politique mais au contraire, par sa subordination au parti unique, par la suite au parti-Etat, elle devient l'une des institutions de ce parti, et

elle est chargée, à ce titre de protéger le régime "constitutionnel" (31) ou républicain.

La rupture s'effectue également dans le domaine du système des valeurs. L'islam devient désormais dépassé et anti-scientifique, sinon dangereux (32) parce qu'il empêche, comme toute religion d'ailleurs, ce que F. Safa décrira fièrement comme "la bétonnarisation des têtes" (33). La bétonnarisation aura lieu par une "intelligentsia officielle" (34)

Le système de valeur ethnique de la société ottomane sera lui aussi réduit en poussière. La composition multi-ethnique de la société ottoman cède la place, et ceci dès la période d'opposition, à l'idée d'un Etat national, basé sur la seule communauté turque. Déjà en 1906, le Dr Bahaddin Sakir et le Dr Nazim prévoient un empire turc allant d'Adriatique en Chine (35). Plus tard le comité sous forme secrète ne sera ouvert qu'aux turcs (36). Le souci de créer "une nation qui peut se charger de cet Etat" (37) aboutit peu-à-peu à l'idée de la domination turque. "Ce sont les turcs qui ont conquéri ce pays di Yalçin, et quoi qu'on dise, la nation dominante est et sera (la nation) turque (38). L'exclusion des non-turcs devient désormais fatale : les Grecs qui sont boycottés et conduits en faillite, les Albanais qui deviennent les Vendéens de l'Empire, les Arméniens considérés désormais comme les cibles privilégiées et massacrées en 1909 à Adana (39), les Arabes qui sont obligés de se turcifier, etc... "The heavy hands of Hegel"



(40) sont encore une fois puissantes, et ceci malgré l'espoir des minorités et en leur collaboration, avec le nouveau régime (41). Dans la politique extérieure, il s'agira de la même perspective. "Une nation composée des léons, une grande puissance, ne peut devenir une amie d'une petite chatte comme la Bulgarie" dira fièrement l'un des journaux du comité, Silah (42).

Le parlement réouvert en 1908 continue à exister dans ces conditions, et il faut bien avouer que pendant un certain temps, il sert de miroir à la vie politique du pays. Ceci est vrai, au moins pour la période allant de 1908 à 1913, deux dates entre lesquelles la vie politique ottomane fut très vive, et de nombreuses questions, même extrêmement délicates, furent discutées (43). Mais encore il nous faudra nuancer les choses. La faiblesse, sinon l'absence, de la société civile fait que l'assemblée perd ses fonctions essentielles, notamment législatives. Tout en devenant un lieu de discussion (et bien entendu d'insultes et de menaces) elle cède son pouvoir à l'exécutif. Le gouvernement se base sur le principe de "pas de loi promulguées" on gouverne par des décrets sans s'appuyer sur le parlement (44). Peu-à-peu le caractère pluraliste du parlement cède la place à un monologue, où le prototype du parlement des parties uniques, alors que le gouvernement signe, non plus en tout que Devlet-i Ali (l'Etat sublime) mais Genc Turk devleti (le gouvernement jeune turc) (45).

Reste à dire quelques mots sur les moyens dont disposait le comité pour faire accepter la légitimité face à l'avant contestataire : d'abord les moyens d'éducation. Les livres scolaires se remplissent et ceci, dès le 13 Avril, par les hymnes et des "critiques" poétiques de l'ancien régime (46). L'éducation veut aussi dire la création de nombreuses organisations parallèles non scolaires, Turk Yurdu et Turk Ocaklari, Halkevleri, ensuite sous le Kémalisme la presse avec des titres violents (armes, balles, épées, etc..(47) sert également à la mémorisation, surtout de la jeunesse. La terreur est elle aussi employée pour imposer sa légitimité (48). Le Kémalisme fier de l'héritage unioniste (49), lui aussi utilisera la terreur.

La légitimation passe également par des moyens classiques hérités de l'empire. La tradition d'ummah (50) ainsi que le Djidah est un moyen pour faire valoir la légitimité du nouveau régime auprès d'une bonne partie de la population et de neutraliser l'opposition islamique. La légitimation par la religion se superpose avec la légitimation par le nationalisme, la différence entre l'ancien Régime et le nouveau est cependant non négligeable : l'islam, malgré le Djidah, perd du terrain par rapport à la nation. Le processus est parachevé encore une fois par le Kémalisme.

L'expérience jeune turc s'inscrit ainsi dans une double perspective, d'abord parce qu'elle met sur place des éléments de

pratique d'une idéologie totalisante et d'une légitimation philosophique et à ce titre, elle prépare le chemin pour un parti-Etat dominant dans toutes les sphères du politique, du sociale et peu-à-peu de l'économie. Sur le plan moyen oriental ensuite, elle entame un processus autoritaire et introduit la politique basée sur la simple volonté des élites. Elle s'oppose à ce titre aux systèmes de valeurs et d'ethniques ottomans. Cela signifie un bouleversement important dans la façon de concevoir l'Etat. La "politique" commence sous une forme autoritaire et exclusionniste et, loin de remettre en question le caractère "sacré" de l'Etat, fortifie dans une certaine mesure la tradition étatique. Cet exemple sert de modèle immédiat aux kémalistes, et par la suite aux nationalistes arabes, qui auront au moins à plusieurs occasions la possibilité de pousser le modèle à ses fins logiques.

2) Elites traditionnelles - Opposition traditionnelle.

La révolution a lieu dans la capitale, non pas à la suite d'un mouvement populaire, mais plutôt comme un "prononciamento"⁽⁵¹⁾. Elle y trouve des conditions extrêmement propices pour s'installer : le soutien déterminant de certaines fractions de l'armée, surtout celles de Ruméli, en contact direct avec des officiers étrangers sur place et se trouvant dans une ambiance de lutte des "Komitaci" (52), le soutien des communautés non musulmanes, la faiblesse et la fatigue du Sultan, etc.. (53)

Dans la capitale, les choses se déroulent sans incidents jusqu'en 1909, il en est autrement dans les provinces où la prise du pouvoir elle seule ne crée de grandes difficultés et se réalise facilement grâce à ce que Keddourie appelle les coups d'Etat miniatures. Ceux-ci sont réalisés presque partout par des officiers de l'armée, plus ou moins en contact avec le comité ou sensibles à son message. L'armée joue un rôle d'accoucheuse du Régime constitutionnel dans les provinces arabes et kurdes (54).

Partout cependant, la Révolution se trouve devant une opposition populaire très souvent rurale, ayant des références dans la religion. Une partie importante des notables se joint à cette opposition. Dans le cas des province kurdes, la peur de perdre les avantages garantis sous Abdulhamid contre les Arméniens joue un rôle dans l'éclatement des révoltes (55). Il en est autrement dans les régions arabes où la légitimité du Sultan n'est pas encore contestée (56). Les réactions sont une opposition au changement de régime de valeurs, de références et de styles de vie. A la fois les populations rurales et les notables urbains sont unanimes dans leur désir de préserver des liens avec la porte (57) L'opposition arabe à la révolution signifie, de ce point de vue, aussi une opposition à l'intelligence et aux officiers arabes et turcs. Une situation analogue se présente en Albanie.

1909 - 1910 - 1911 - 1912 - 1913 - 1914 - 1915 - 1916 - 1917 - 1918 - 1919 - 1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927 - 1928 - 1929 - 1930 - 1931 - 1932 - 1933 - 1934 - 1935 - 1936 - 1937 - 1938 - 1939 - 1940 - 1941 - 1942 - 1943 - 1944 - 1945 - 1946 - 1947 - 1948 - 1949 - 1950 - 1951 - 1952 - 1953 - 1954 - 1955 - 1956 - 1957 - 1958 - 1959 - 1960 - 1961 - 1962 - 1963 - 1964 - 1965 - 1966 - 1967 - 1968 - 1969 - 1970 - 1971 - 1972 - 1973 - 1974 - 1975 - 1976 - 1977 - 1978 - 1979 - 1980 - 1981 - 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100

C'est encore dans la capitale que se décideront, par la suite, la nature et le sort de l'opposition islamique. Fait marquant cependant, celle-ci s'adapte assez facilement aux conditions nouvelles, et tout en restant fidèle au Sultan, se fait le porte-parole de la constitution et de la vie parlementaire. Alors que les Unionistes arrivent dans une large mesure à neutraliser la grande ulema classique, les intellectuels islamiques ainsi que les jeunes ulema et les soldats du rang alayll (58) passent à l'action. Ce sont eux qui organisent la révolte du 31 Mars (13 Avril) qui a failli mettre en péril l'omniprésence du comité. Le mouvement, longtemps décrit par l'historiographie "unioniste", kémaliste ou marxiste comme "réactionnaire" vise pour utiliser l'expression d'A.E. Yalman, à "mettre en place un gouvernement meilleur et plus libéral" (59). Plusieurs porte-paroles de la révolte, eux aussi, s'expriment d'une façon analogue, et précisent leur attachement au Mesrutiyet (60). L'un des chefs de la révolte, Dervis Yahdetti, exécuté par la suite, résume ainsi sa vie :

"Je suis devenue Hafiz à l'âge de 14 ans. J'ai appris un peu l'arabe, et un peu de jurisprudence musulmane. J'ai senti le besoin d'apprendre une langue étrangère. Mais comment aurais-je pu apprendre la langue d'une nation ennemie (kavim) avec le sarik sur ma tête, et en lisant le Coran ? J'ai adhéré au tarikat Naksibendi. A cette époque je suis venu à Istanbul, je suis retourné à Chypre deux mois après. Mes yeux se sont ouverts ; de celui-ci et de celui-là j'appris un peu d'anglais, j'ai changé de vêtement, je suis devenu fonctionnaire. Après 25 années

passées dans la profession de Hoca dans les vêtements de Hoca en tant qu'un musulman dans les coins de medrese, me voilà (j'étais devenu) civilisé ... Chaque fois que je franchissais une étape que je croyais supérieure, mes yeux se tournaient encore plus loin" (61)

Cette expérience particulière nous explique les raisons pour lesquelles la révolte eut six caractères complémentaires mais distincts : islamiste, libertaire et constitutionnel, humaniste et "civilisateur", fedakaraniste, sabahaddiniste et ottomaniste (62). Remarquons les nuances entre ces aspirations. Un autre alim Said-i Nursi qui resta toute sa vie un opposant acharné au système unioniste et républicain, lui aussi partage dans une large mesure ces aspirations (63).

Le courant islamiste s'entend, ou au moins est en contact, avec les chefs de l'opposition libérale, notamment avec Mewlanzade Rifat Bey et le Prince Sabahattin qui essaient d'empêcher la détérioration de la révolte (64). Le Prince se trouve lié aux soldats révoltés, dont l'action dépasse par la suite ses volontés. Beaucoup lui reprocheront plus tard d'avoir ignoré le peuple (65). Le comité, dont le nombre des membres effectif est très limité (66) reste inactif. C'est encore à l'armée de prendre l'action de la direction politique et de devenir la garde de "Mesrutiyet" (67).

L'opposition religieuse s'organise, surtout après l'échec de l'insurrection du 31 Mars sous forme d'un courant intellectuel, dont les fils conducteurs sont Mehmet Akif (poète "national", auteur de l'hymne turque, opposant du régime kémaliste), Ahmet Hakki Babanzade, (philosophe et professeur à la faculté de droit), Said Halim Pasa (Sadrazam entre 1914 et 1917, assassiné en Italie par des Arméniens), Sadi-i Nursi, etc... Une partie de ces intellectuels collaborent par la suite, durant la période de la guerre avec les unionistes : M Akif écrit des pèmes à la gloire de l'Allemagne (68) et Said Halim, même privé de pouvoir réel, se trouve à la tête du gouvernement qui décide l'entrée de l'Empire à la guerre. Il n'en reste pas moins que l'existence même de cette opposition fait peu au comité. Voici ce que dit Takin Alp :

"Une opposition encore plus sérieuse venait du parti clérical. Ceci n'a aucune position dans les politiques turques, mais exerce une influence considérable sur la littérature et la vie intellectuelle. Le parti clérical est dangereux car il a à sa disposition une organisation et des journaux dont l'influence ne doit pas être sous-estimée". (69)

Ce courant intellectuel, soucieux avant toute autre chose, de la préservation de l'intégralité de l'Empire islamique, adopte une politique exclusionniste à l'égard des communautés non musulmanes. (Le poète M. Akif vulgarise à l'extrême cette



tendance (70)). A ce titre, il considère toute sorte de nationalisme chrétien comme une trahison. Sa réponse à ces nationalismes est cependant une sorte de nationalisme islamique, et non un nationalisme turc. L'ummah est d'après ces penseurs un corps indivisible (71). Ce point est l'un des points de divergence les plus importants entre le courant islamiste et le courant unioniste. L'unité islamique est pour l'un le vrai ciment de l'unité et de l'entité ottomane, alors que l'Islam est pour le deuxième un facteur à rationaliser (72) ou à utiliser comme une source de légitimité. Les nationalismes kurde, arabe et albanais sont pour les islamistes condamnables, mais au même degré que le nationalisme turc, dans la mesure où l'identité turque devient une menace contre l'identité musulmane ou ottomane. Pour eux, il n'y a pas de turcicité, mais d'ottomanicité (73). Or, l'ottomanicité se pose sur l'unité religieuse (74).

Les discussions concernant l'occident et l'occidentalisation aboutissent au deuxième point de divergence entre les deux courants. Précisons tout d'abord que sur cette question, il existe une confusion totale parmi les islamistes, une confusion qui monte d'ailleurs à Sayyid Djemaleddin Al Afghani (75). L'occident, malgré les contacts directs depuis un siècle, reste très énigmatique. Certains islamistes s'opposant au système politique occidental, proposent comme alternative le seriat (76) et un emprunt sélectif (77). De prendre des "bons" côtés de l'occident ne signifie cependant guère s'occidentaliser (78),

d'autant plus que l'Occident veut dire la crise morale et le nihilisme (79). D'autres penseurs islamistes soulignent aussi, comme d'ailleurs leurs homologues égyptiens, que l'Occident se base sur l'exploitation des autres pays (80) et, que loin d'être humaniste, il n'est pas seulement contre l'Islam, mais contre l'humanité toute entière (81)

Avec le pouvoir du Comité, une nouvelle façon de concevoir l'Etat voit le jour. L'opposition islamiste s'adapte à cette nouvelle situation. Les caractéristiques de cette opposition ne doivent pas être ignorées. Il ne s'agit plus des réactions sporadiques ou systématiques venant de l'uléma contre telle ou telle réforme du palais.

Le palais ayant désormais un rôle négligeable, le centre de décision change : c'est à présent le parti, par tous les moyens disponibles, qui monopolise la prise de décision. En face de cela, l'opposition islamiste, elle aussi se base sur une intelligentsia moderne, souvent éduquée à l'"européenne" et ayant appui dans les forces traditionnelles, notamment les notables.

L'emprise de l'uléma sur l'action islamiste est donc dans une grande mesure brisée. Comme les jeunes ottomans qui revendiquaient le pluralisme islamique (82) avant eux, les penseurs islamistes, eux aussi, se font les porte-paroles du parlement, du parlemantarisme, et de la constitution. Le rejet

de l'Occident n'est plus total. Il existe désormais des sources cherchées, trouvées et voire même explicitement adoptées dans l'Occident. Le fait même de se former en un courant intellectuel est assez significatif de ce point de vue. Nous pouvons en effet, sans prendre de risques de nous tromper, postuler que le courant islamiste lui-même se trouve désormais entre le "moderne" et le "traditionnel". Alors que dans les provinces kurdes et arabes, la réaction islamique continue à être farouche et armée, dans la capitale, l'opposition musulmane accepte de jouer le jeu, et s'adapte aux conditions nouvelles(83). Il est probable qu'un clivage a pu émerger et s'accroître entre le courant intellectuel et le courant militant islamistes. Mais l'état actuel de nos recherches ne nous permet pas de le confirmer.

Le courant islamiste eut d'autre part, du mal à s'organiser politiquement, sous forme d'un parti, ayant un programme et des objectifs précis. D'où son basculement entre le Comité et l'opposition libérale. Il se rallia au Comité quand celui-ci se servait du panislamisme. Soupçonnant les unionistes d'athéisme, il se méfia du comité dans la mesure où il tendait à monopoliser la vie politique, à s'installer comme le parti, et dans la mesure où sa politique nationaliste visait les nationalités musulmanes. Dans ce cas, il bascula plutôt vers l'opposition libérale.

Précisons également que ce sujet restant encore non exploité, sa compréhension demande sûrement de nombreuses monographies. Mais il nous semble que ce courant eut une certaine influence par la suite, dans les années de la guerre de l'indépendance et sous le kémalisme, dans la formation de l'opposition. Remarquons aussi aujourd'hui la vie intellectuelle turque, due à une certaine nostalgie de l'ottomanisme et à la recherche d'une identité islamique, redécouvre les penseurs de ce courant.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE : II

L'OPPOSITION LIBERALE

Institut kurde de Paris

I) ORIGINES ET EVOLUTION

L'opposition libérale, tout comme le Comité, est un produit de la période de l'exil. Plusieurs figures marquent son évolution : le Prince Sabahattin, le général Serif, Albert Fua, Réfik Nevzat, etc.. sont les porte-paroles de cette opposition qui trouve, malgré sa hétérogénéité, ses sources d'inspiration dans les idées de Sabahattin. Son unité ne se réalise qu'en 1911 avec la formation du parti de Hürriyet ve Itilaf (Liberté et Entente) (1). Avant cette date, elle s'exprime d'abord par la voix d'Ahrar (2), et par la majorité de la presse de la capitale. Par la suite le Parti radical de Serif et son organe Mécheroutiette deviennent ses porte-paroles les plus importants. Avec la fondation de Hürriyet ve Itilaf, les courants divers, y compris celui des socialistes, sont enfin réunis.

Avant de passer aux idées de cette opposition durant cette période, il nous semble utile d'insister sur la pensée de Sabahattin. Si les sources de sa pensée se trouvent à Paris même, ses références, elle, se trouvent ailleurs, dans la tradition anglo-saxonne (3). Dans la pensée politique française, les idées de décentralisation et de l'initiative privée, inspirées de l'oeuvre de Le Play, et par la suite de Demolins, de Tour, de Decamps (4) servent de base à Sabahattin qui enseigne tout au long de sa carrière, les méthodes d'application de ces idées dans la société ottomane. Son programme, écrit avant le 24 Juillet (5) est directement inspiré de cette école.



La réalisation de ce programme nécessite d'abord le changement du système de l'éducation. Ce système en favorisant la continuité et la reproduction d'une société basée sur des structures communautaires, empêche la création de l'homme-individu, et l'homme-entrepreneur. Ceci constitue la raison du retard de l'Orient (6). La faiblesse, et voire même le manque de l'individu et de l'initiative privée abandonne la communauté dans les mains des bureaucrates et favorise dans une certaine mesure les réformes *apud* en haut (7). Plus tard, après la révolution, il reviendra sur le même sujet, et expliquera que la nomination même de l'armée comme "gardien de la constitution" montre la faiblesse de la société et son incompetence à sauvegarder cette constitution (8). Cette faiblesse pousse la communauté à chercher son indépendance dans l'unique voie des armes et de l'armée. Or, celles-ci sont très largement insuffisantes pour garantir l'indépendance politique (9).

Sur un plan plus global, il propose le changement du régime basé sur l'autorité centrale. Le centre est pour lui, le lieu où se crée, constamment, le despotisme (10). Il propose la création des gouvernements locaux, ayant des pouvoirs très vastes, à la fois en ce qui concerne la sécurité (11), l'économie et l'administration (12). Les réformes sociales sont plus importantes que les réformes politiques.

Nous devons admettre que la pensée de Sabahattin, même inspirée d'un modèle restant marginal, et même utopique dans les cadres de l'Empire ottoman, ou un pays oriental, mérite notre

attention. Elle est loin d'être le produit de "certaines idées trouvées par hasard" (13). Le choix d'un système de pensée est pour nous très important, et ceci ne se fait que rarement d'une façon innocente, d'autant plus que le système de pensée adopté contribue par la suite à l'élaboration de l'action politique. Nous devons cependant préciser avec Mardin que la tragédie de Sabahattin réside dans le fait qu'il a dû proposer des analyses sociologiques en tant que programme politique (14).

Cependant, il nous faudrait aussi préciser que celles qui nous intéressent plus particulièrement sont ses analyses concernant les problèmes cruciaux et son action politique. Il se différencie de l'Union et Progrès en exil d'abord par son attitude en faveur de l'action. Il s'oppose à Ahmed Riza et à Mesveret à propos du maintien de l'ordre et propose l'action révolutionnaire (15) Il fait également plusieurs tentatives en vue d'organiser une insurrection armée dans l'empire ottoman et pour arriver à ce but il entre en contact avec les Grecs (16). Précisant qu'Abdul-hamid n'est pas la cause initiale mais une conséquence de l'ordre, il déclare qu'un souverain ne peut ni rendre malheureux ni heureux une communauté composée de millions d'âmes (17). Critiquant la presse publiciste jeune turc (18), il précise que "si le gouvernement nous écrase, nous devons essayer de ne pas nous faire écraser" (19).

Ses activités militantes aboutissent finalement en 1907 aux insurrections révolutionnaires organisées en Anatolie de l'Est. Celles-ci obligent le Palais à reculer (20) et créent un choc à la fois à Yildiz et chez les Unionistes (21). Le Prince applaudit ces insurrections qui signifient pour lui "le rapprochement entre les paysans et la population urbaine" (22)

Une autre divergence entre les deux groupes émerge à propos de la notion de la patrie et de l'intégralité de l'Empire. Adoptant le principe de Demolins, le Prince explique que "l'homme n'est pas fait pour la patrie, mais la patrie est faite pour l'homme" (23). En s'opposant aux partisans d'Ahmed Riza, il explique que les desideratas arméniens sont de nature incontestables (24). Pour lui, le mécontentement des minorités est dû à la fois à l'opposition et aux autorités :

"Si les minorités avaient pu constater une force réelle chez les opposants, elles auraient changé d'avis. Mais elles voient dans le régime un effet maléfique connu, et dans l'opposition un vide concernant l'avenir. Dès lors, il n'est pas étonnant de les voir chercher une solution séparatiste. Nous devons aussi nous rappeler que nous avons considéré les privilèges des chrétiens, et ceci durant des siècles, non pas en tant que droits, mais en tant que dons octroyés. Nous avons vécu séparément des minorités. Nous avons pensé séparément. Rien n'a pu rapprocher nos perspectives sociales respectives. Puisque c'est nous qui avons marché pour conquérir leur pays, c'est à nous d'aller

maintenant adoucir leurs cœurs. Notre devoir ainsi que nos intérêts nous le commandent". (25)

Invitant les Arméniens à utiliser l'idéal au lieu de l'arme (26) il explique que leur faiblesse numérique les empêche d'avoir un Etat et délégitime leurs revendications (27). Sa solution est la formation d'une partie commune (28) dans laquelle les Arméniens auraient les mêmes droits que les Turcs (29). La formation de cette partie commune bloquerait définitivement le chemin menant vers l'unification des peuples turciques (30).

Sabahaddin reste fidèle à ses idées après le 24 Juillet. La séparation des minorités, peut être d'après lui, inévitable. Avec la décentralisation, on peut diminuer au maximum les risques, et surtout empêcher les effusions de sang :

"Les Albanais nous ont aidé à renverser le Sultan Hamid. Et aujourd'hui ? Au lieu de les noyer dans le sang et dans la haine, n'est-il pas plus correct d'accepter leurs revendications dans le cadre de certaines limites et de les réaliser par la voie de la raison. Car, vous allez voir, de toute façon ils arriveront à leur but. Les conditions actuelles le nécessitent. De continuer dans l'obstination et dans les chemins d'une période dépassée sort de l'ignorance et devient un crime" (31)

Dès lors, il n'est guère surprenant de voir les panturkistes l'accuser de non-turcicité ou d'avoir du sang "georgien" dans ses veines (32), ni non plus de lier les propos unionistes selon lesquelles "aucun Turc ne peut accepter ces opinions" (33), ou encore, que "ces opinions conduiront l'Empire à la catastrophe" (34)

Sabahattin est, comme nous l'avons vu, un partisan de la révolution, ou du moins, des moyens révolutionnaires. L'évènement du 31 Mars montre également sa position, consistant à mettre en oeuvre ces moyens. Son rôle dans cette révolte n'est en effet pas très claire. Il explique seulement qu'il tentait d'essayer d'empêcher la révolte de prendre un caractère hamidien. Il prend cependant ses distances par rapport aux moyens violents après cette révolte qui met en évidence les dangers d'une insurrection militaire. Désormais, comme le reste de l'opposition libérale, il s'oppose à un mouvement insurrectionnel. L'exemple de l'Amérique latine montre d'après lui, les dangers auxquels une pareille voie risque d'aboutir (35) .

Les idées du Sabahattin ont eu des échos vastes dans certaines parties de l'Empire. Avant de passer à une politique nationaliste, certains arabes modernistes, soucieux de transformer l'Empire à une double monarchie turco-arabe, suivant l'exemple austro-hongrois (36), ont trouvé une issue dans ses idées et plus particulièrement dans ses idées concernant la décentralisation (37). L'un des premiers partis politiques

arabes, fondé après le Mesrutiyet, Hizb 'al Lamarkaziyya 'al-Osmani demandait par exemple une décentralisation complète de l'Empire (38) et soulignait les dangers qu'une politique nationaliste pouvait entraîner (39). L'analyse du programme de ce parti montre les ressemblances entre celui-ci et le mouvement libéral ottoman (40).

Le programme de Sabahattin représente en effet, une alternative en face des projets du Comité et de l'opposition islamiste. Il signifie une sorte d'occidentalisation non autoritaire et non basée sur l'initiative de l'Etat, mais plutôt sur la société à créer. A ce titre, il signifie bien entendu une rupture radicale avec la tradition étatique ottomane et avec la façon traditionnelle de concevoir l'autorité dans le monde musulman. Mais la rupture est aussi claire avec des Unionistes. Les deux projets de la reconstruction de la société ottomane sont en effet tout à fait contradictoires.

Le programme de l'opposition inspirées des idées de sabahattin et ses revendications peuvent être résumés ainsi : le maintien de l'Islam en tant que religion d'Etat, la protection des autres religions, l'union des communautés pour le progrès et pour la civilisation, la reconnaissance des droits de chaque communauté pour organiser ses affaires religieuses, littéraires, scientifiques et économiques, la reconnaissance des droits et des prérogations de la Couronne, la légalisation des actes non interdits par une loi, la reconnaissance du droit

à la propriété, la nécessité absolue de la séparation des pouvoirs et le retrait immédiat des militaires dans les casernes, la souveraineté de la nation, le droit de demander des comptes à tout agent public et à tout moment, l'adoption d'un nom de famille, la protection des ouvriers et des paysans, la liberté d'association et d'expression, etc..(41).

Institut kurde de Paris

II) L'OPPOSITION LIBERALE FACE AUX PROBLEMES DE L'EMPIRE.

- L'opposition libérale et la Révolution :

En analysant les publications de cette opposition, nous observons l'émergence de plusieurs termes qui redeviennent actuels dans la littérature révolutionnaire mondiale. L'opposition voit dans l'avènement de Mesrutiyet, non pas une réforme, dans le sens où ce mot correspond à un changement partiel, non pas une soupape par laquelle d'Etat peut garantir sa sauvegarde, mais une révolution politique, ayant pour but un changement du régime et la mise en oeuvre des nouvelles politiques dans chaque domaine. La "révolution" et ses "principes" servent de référence à cette opposition et ils comprennent précisément la réorganisation de la société sur les bases des "idées libérales". Cette réorganisation doit comprendre, à suivre les publications des libéraux, la bureaucratie, la justice, l'armée, l'éducation, etc. Si bien que le sens donné à ce mot se distingue, même implicitement, du sens de la "révolution militaire", terme utilisé pour décrire un coup de force. La "révolution" fait jaillir l'action de l'opposition et le "retour aux principes de la révolution" est proposé par elle, comme la solution unique aux problèmes de l'Empire (42).

D'autre part l'opposition, et surtout les éléments regroupés autour de Serif Pasa, lancent d'une façon toujours implicite, l'idée de la "révolution" ou de l'"espoir" "déçu" ou "trahi".

Le Comité est devenu, à les croire, une "oligarchie opérant sous l'aspect d'un parti politique" (43) qui réduit le peuple à l'"esclavage" en le privant du droit de représentation (44). Le Comité qui se réclame de la révolution est d'après Serif, non seulement devenu "contre-révolutionnaire", mais encore "en se dégradant en réaction" il est désormais "un obstacle devant toute éventualité de l'évolution politique" (45). Ceci sous-entend la nécessité d'une nouvelle révolution. Cependant il est conscient, comme Sabahattin, des dangers et de l'impossibilité d'une insurrection réussie (46), et refuse, malgré certaines accusations contre lui (47) toute implication dans les complots (48). Cependant, peu à peu, et surtout après le coup de force et la reprise du pouvoir par le Comité en 1913, il arrive à des conclusions extrêmement pessimistes et sous-entend encore une fois l'obligation de renverser le régime en place (49). Plusieurs témoignages, proches des Unionistes, l'accusent d'être l'acteur de l'assassinat de M. Sevket Pasa (50). Il démantira aussitôt les accusations (51).

Nombreux facteurs semblent jouer un rôle dans ces incohérences concernant à la fois le concept de la révolution de l'opposition et dans ses attitudes contradictoires. La confusion concernant le terme de la révolution ne vient pas seulement -et peut-être pas essentiellement- du manque de connaissance. Ceci semble être lié aussi à un changement d'attitude. L'opposition semble comprendre ses limites réelles de mobiliser une société

extrêmement faible (52). Malgré les expériences réussies des insurrections de l'Anatolie de l'Est en 1907, le manque d'une force mobilisable et organisée, outre que l'armée se fait clairement sentir dès 1909. Quant à l'armée, avant tout autre chose, est soucieuse de l'unité de l'Empire, et fortement politisée, elle se présente comme une force non mobilisable par l'opposition. La mobilisation des soldats du rang est, comme le démontre le 31 Mars, toujours possible. Cependant, il est difficile d'en contrôler les conséquences. Reste les complots ... qui risquaient de créer une vendetta dans la vie politique, donnant lieu à une poussée de dictature. L'opposition a pu voir comment une dizaine d'hommes a pu renverser le gouvernement impérial sans rencontrer de résistance. Elle a également pu apercevoir, surtout après l'assassinat de Mahmut Sevket, qu'elle était désormais en face d'un Etat différent, refusant la grâce et le consensus, étant efficace dans la répression, et exécutant sans merci ses adversaires, y compris ceux qui appartiennent au Palais.. Face à cet Etat, l'opposition reste désarmée, et ceci est, nous croyons, la plus grande raison des incohérences terminologiques et positionnelles de celle-ci.

- L'"Ancien régime" et "la révolution".

Si le mot de "révolution" passe abondamment dans les écrits des chefs de l'opposition, l'idée de la continuité ottomane y est également et étonnamment présente. Il existe, aux yeux de ses dirigeants des bases morales et traditionnelles sur lesquelles

se base l'Empire, et ils semblent être à la recherche d'une "révolution" qui se fait sans bouleverser les garanties de cette continuité. Il s'agit, entre autre, de l'Islam, qui devrait être préservé comme religion de l'Etat ; et de la Couronne qui servirait, avec les "principes de la révolution" à créer une éthique ottomane.

En ce qui concerne la couronne, Sabahattin, qui appartient lui-même que palais, est extrêmement prudent. Il en va de même pour un autre libéral, Lütfü Fikri, dont la fidélité au Sultan-Khalife lui vaudra 10 ans de prison sous Kémal (53). Serif, lui aussi reste attaché à cette institution et il ne lui manque pas de respect, en dépit de ses critiques sévères vis-à-vis de la personne même du Sultan Resad. (54)

Cette attitude est également visible en ce qui concerne l'Islam, qui est au yeux de l'opposition, l'une des bases justificatives de la continuité ottomane. Sur ce point Sabahattin, dès la période de l'exil, se distingue d'Ahmed Riza. Dans une interview qu'il accorde au Times, il distingue l'Islam du panislamisme, le deuxième étant issu de la politique erronée de l'Occident :

"Le panislamisme n'est certainement pas un mythe ; il traduit en langage social la réaction de l'Orient contre l'action occidentale, action qui n'a pas toujours été pacifique et qui fut même parfois agressive et brutale. L'Orient, ou plus exactement

une partie de l'Orient, se croyant à tort ou à raison exploité, pourrait sympathiser avec l'idée panislamique, dans laquelle il pense trouver les éléments d'une entente entre tous les musulmans, entente qui assurerait la conservation nationale de ses unités constitutives. Mais la politique panislamique n'est nullement la résultante du fanatisme, comme on le croit. Elle n'est que l'expression d'un mécontentement contre l'henvahissement progressif de l'Europe. Seulement le sentiment religieux étant plus fort en Orient qu'en Occident, toute politique qui vise un but général ne peut s'en affranchir. Ce sentiment forme le trait d'union entre plusieurs centaines de milliers d'êtres humains appartenant aux éléments les plus hétérogènes"...

"La grande influence de Constantinople sur l'Islam est destinée à devenir intellectuelle par le triomphe des idées libérales en Turquie, et cette influence serait alors un puissant facteur de réconciliation entre les deux mondes. Mais la bonne volonté de l'Orient ne suffirait pas pour accomplir cette oeuvre nécessaire. Il est souhaitable que l'action de l'Europe en Orient se montre plus respectueuse de la dignité humaine. C'est à cette seule condition que le progrès et la paix peuvent y être assurés". (55)

Albert Fua, l'opposant d'origine israélite introduit également la même distinction dans ses articles. Il dénonce ce qu'il appelle le "panislamisme positiviste", qui est une sorte de manipulation d'après lui, ou de "rationalisation" de l'Islam (56).

Telle est également la position de Réfik Nevzat (57) et de Serif Pasa. Ce dernier s'oppose radicalement à la politique panislamique qui se transforme selon lui en un nationalisme anti-chrétien (58). Il se révolte également contre toute tentative de l'assassinat de la religion. Il semble en effet être fort préoccupé par les dangers d'une "absence de valeur" (59) à laquelle de pareilles tentatives pourraient aboutir :

"..Le fait même de nommer cheikh-ul-islam un homme considéré par tous les bons musulmans comme irreligieux, est à lui seul suffisamment significatif. Or, c'est pour cela que les musulmans se révoltent du Nord au Sud. Ils ont la ferme conviction que les gouvernements actuels veulent détruire l'Islamisme (60).

La lutte contre le fanatisme religieux et l'instrumentalisation de la religion à des fins expansionistes est considérée comme vitale par Serif, qui décrit les jeunes turcs comme des "vrais fanatiques" (61), et comme des ennemis de l'Islam à l'intérieur du pays (62). Malgré ce fait, l'Islam devrait être maintenu d'après l'opposition libérale, comme la religion d'"Etat", de même que les autres religions devraient être protégées (63)

Il nous est difficile cependant de postuler que l'opposition libérale ou Serif en particulier prêchait une théocratie. L'Islam était certes une carte à ne pas abandonner dans les mains du Comité, et utile dans leurs rapports avec le courant religieux. Il n'en reste pas moins que les dirigeants libéraux s'opposent aux "jacobin" unionistes et kémalistes sur la place que la religion occupe dans la société. D'autre part, l'Islam constitue pour eux, un lien par excellence de la continuité entre l'"ancien Régime" et la "Révolution", et ce souci de synthèse semble expliquer les confusions conceptuelles de cette opposition.

- L'Armée.

Quel est le rôle de l'armée ? Dans la Turquie d'après 1960, cette discussion reste brûlante. L'armée, a-t-elle le droit de se porter garante du régime et d'intervenir à l'occasion de chaque crise, pour sauver la sécurité et l'ordre ? Cette discussion n'a pourtant rien de nouveau dans la vie politique turque. Déjà en 1909, l'armée était devenue, d'après l'opposition libérale, une marionnette innocente du Comité, et à ce titre, elle avait le droit à la charité et surtout aux réformes (64).

Mais la discussion entre le Comité et l'opposition se porte essentiellement sur l'intervention politique de l'armée. Le Prince, on l'a vu, voit dans le rôle octroyé à l'armée la faiblesse de la société. Les Halaskar Zabitan (les Officiers

libérateurs, comité militaire, proche du parti libéral) dans sa déclaration qui obligea le gouvernement à démissionner en 1911, précise qu'une nation "ne peut vivre avec le seul appui de son armée, aussi puissante soit-elle"(65). Süleyman Nazif dans son article "La Politique de l'Épée" insiste sur le même point : .pa

"Non ! L'Armée n'est pas la garante de Mesrutiyet, mais seulement de la patrie. Son lieu d'activité n'est pas l'en-deça, mais l'au-delà des frontières. Si une nation n'est pas mûre pour le régime constitutionnel, l'armée, qui n'est que sa fraction militaire, ne peut jamais gagner et garantir cette maturité. Les constitutions ne se basent pas sur l'épée des armées, mais sur la conscience des nations"(66).

L'opinion d'Albert Fua, qui accepte pourtant "le pêché originel" du 24 Juillet, va dans le même sens (67). Quant à Lütfü Fikri, il précise, en s'inspirant de Montesquieu, que la constitution ne peut admettre un quatrième pouvoir légal (68).

Serif Pasa, en raison de sa position, en tant que général, issu de l'École militaire de St.Cyr se trouve dans une situation ambiguë à propos des questions relatives à l'armée. Se plaignant du manque de discipline parmi les militaires, de la politique anti-chrétienne du commandement, du mécontentement général etc., il trouve une grande partie des raisons du "mal" dans l'ingérence de cette institution dans la vie politique du

pays et critique les pronociamiento militaires, tout en restant fidèle à l'action politique de l'armée lors de la "révolution constitutionnelle" (69). Le retrait de l'armée de la scène politique avant, et surtout après le coup de force de 1913, reste comme l'une de ses principales revendications (70).

Cependant, le souci de rétablir une démocratie sans intervalles et sans intervention militaire ne semble pas être la raison unique de ses revendications. L'idée de la détruire étant tout à fait absente, l'opposition, et surtout Serif continue à voir dans l'armée la garantie de la souveraineté impériale, et ils sont désireux d'avoir une armée professionnelle, forte, capable de combattre et de défendre l'intégralité territoriale. Ils sont les partisans de sacrifier tout à celle-ci, si cela est nécessaire, afin qu'elle puisse être efficace sur le "champ de bataille". Le retrait de l'armée de la vie politique est pensée aussi dans cette perspective et elle est comprise dans la nature changeante du "devoir" de "penser à l'armée" (71).

- Le Nationalisme.

Deux lignes assez contradictoires apparaissent parmi les jeunes turcs à l'opposition. Nous avons déjà vu les idées de Sabahattin sur ce point. Quant à l'Union et Progrès, déjà en 1903, certains de ses futurs idéologues, tel que Yusuf Akcura, lancent les projets pantouranistes (72). A.Kuran, qui

connaissait fort bien les milieux unionistes arrive, à la suite d'une analyse rigoureuse de la correspondance privée de B.Sakir et Dr.Nazim (73) à la conclusion que le Comité devrait être considéré dès 1906 comme une organisation panislamiste.

La discussion devient plus aigue après le 24 Juillet. L'avènement de Mesrutiyet, devrait-il permettre la formation d'un Empire turc ou au contraire d'un pays ottoman ? La turcification de l'enseignement primaire créera à la source des mécontentements arabes (74), arméniens (75) et albanais (76).

L'attitude de l'Union et Progrès sur ce point consiste à rendre les Turcs les "maîtres" du pays (77). Tout autre est celle d'Ahrar, le parti libéral, qui crie "à voix haute" que "la Turquie n'appartient pas aux Turcs, mais (que) l'Empire ottoman appartient aux ottomans", et qui précise qu'il se situe à la gauche par rapport au Comité (78). Réfik Nevzat, défenseur de "la fédération ottomane" en se faisant le porte-parole d'une idée pareille précise les dangers d'une politique nationaliste: "Le turkisme et le panislamisme. Voilà les deux idées absurdes qui ont perdu la Turquie dans la guerre des Balkans"(79).

Néanmoins, c'est dans les articles de Serif que nous voyons la discussion la plus élaborée. Lié aux milieux arabes et albanais, en contact avec les Grecs, et connaissant fort bien la complexité des relations entre les Kurdes et les Arméniens, il consacre l'essentiel de son travail à prêcher l'unito

ottomane. Ici aussi il s'agit d'un double objectif : élaborer une solution équitable pour toutes les nationalités, mais aussi garantir l'unité de l'Empire. Précisément déjà dans le sous-titre de sa revue mensuelle Mecheroutiette, l'idée de l'unité des Ottomans "sans distinction de race, ni de religion", il accuse le Comité de s'être transformé en une organisation nationaliste dangereuse" (80). Ce nationalisme ne pouvait que marquer la fin de l'Empire (81). Voyant dans la révolte albanaise la confirmation de ses inquiétudes, il se demande si l'Albanie n'est pas en train de devenir "une maladie contagieuse" (82). Son journal, tantôt de sa plume, tantôt de celle d'Albert Fua décrit l'Asie mineure comme "une vrai Macédoine des nationalités" (83) et continue avec fureur en exprimant qu'ils sont pour l'"union" mais contre la "fusion" de celles-ci (84). Condamnations sans réserve de la politique unioniste, mais aussi critique sévère de l'idée de l'indépendance des nationalités : voilà ce qui ressort de certains articles :

"Eh bien, nous autres ottomans, rédacteurs au Mecheroutiette, nous répudions cette idée de l'indépendance des nationalités. Nous défendons la tradition libérale de la Révolution de 1908 et les principes de l'égalité des races qui ont présidé à son élaboration" (85).

Il semble être profondément préoccupé par deux cas précis à cette époque : notapmmment ceux des Arabes et des Arméniens. Ses relations avec les chefs nationalistes arabes, auxquels il

envoie un télégramme de félicitation lors de leur congrès à Paris (86) sont très étroites. Toutefois, comme le fait un autre Kurde de la même famille, Ahmed Hakki Babanzade, du courant islamiste (87) il se désolidarise de leur cause et exprime son inquiétude (88). Face à la situation très compliquée qui crée le problème kurdo-arménien, Serif se trouve, sans doute à cause de ses origines ethniques, devant une ambiguïté, où il se sent obligé de défendre les Arméniens, sans toutefois mettre en cause les Kurdes (89). Dans l'appel qu'il fait en 1914, il tient les gouvernements hamidiens et unionistes pour responsables du malaise produit dans la région et il demande un pacte d'amitié entre les deux nations :

"Mais l'inimitié qui est restée de ces excès ne doit pas durer plus longtemps, et ces deux belles races doivent s'entendre loyalement pour la prospérité, la sécurité de l'Empire ottoman, comme elles le faisaient avant ces intrigues.

"Kurdes et Arméniens, bien que différents d'origine, ont les mêmes moeurs, et ont tout intérêt, les uns et les autres, à vivre en bonne amitié.

"Ils ont les uns et les autres un ardent désir de réformes sur une base de justice et d'égalité, et ce désir commun doit, il semble, les réunir dans une action commune.

"Cependant, j'ai dit au début qu'il importait avant tout d'être méthodique. Avant de construire il faut donc déblayer". (90)

En somme, nous voyons dans ces propositions une tentative de réconciliation des nationalités, de création d'une éthique



inter-éthnique ottomane et aussi, encore une fois, un lien susceptible de lier l'ottomanité à la révolution.

- Le Socialisme.

"Le plus étrange, c'est que le comité, tout en disant vouloir la révolution, empêche l'évolution ... (11)... emprisonne les socialistes, suspend, interdit leurs journaux, et par ses brutalités, jette le trouble dans les esprits et retarde tout progrès" (91).

Il est étonnant de lire ces lignes de la plume de Serif Pasa, qui est cependant loin d'être socialiste. Mais certains documents nous permettent de conclure qu'il était, comme certains autres militaires libéraux ottomans (92) sensible à ce courant, et qu'il ne manquait pas de contacts avec les socialistes ottomans et européens. Il était, à croire ses propres écrits, le défenseur acharné des droits des syndicats, et de la classe ouvrière en général. En outre, il voyait dans l'attitude contre les socialistes, l'une des limites de démarcation d'un système démocratique. L'attitude du Comité face à cette question constituait selon lui, l'une des preuves importantes de la dégénérescence de la révolution en une réaction:

"Hier révolutionnaire, aujourd'hui réactionnaire, que serait-il demain ? Réactionnaire, il l'était certes à Salonique. N'a-t-il pas dit en effet : 'Quant à vous, industriels et négociants, si vous faites des syndicats pour vous défendre et pour forcer les

ouvriers à poursuivre leur travail, vous aurez montré aux ouvriers qui se croient plus forts que vous, que c'est vous qui êtes plus forts. Quand ils comprendront qu'ils ne pourront pas vous écraser, ils se soumettront"(93).

Toujours à propos des Unionistes, une polémique surgit entre Serif et les socialistes français. Dans sa lettre à Jaurès, il dénonce "la nature réactionnaire" du régime unioniste, et défend les positions de l'opposition, pas moins, à cause de la sympathie de celle-ci pour le mouvement ouvrier ottoman (94). Sa polémique avec l'Humanité témoigne également de son intérêt pour le socialisme et montre son désaccord avec le mouvement socialiste français. En faisant certaines citations dans ce pays, sa revue précise :

"Pour l'édification des socialistes de France qui ont pris à leur charge de soutenir la cause du Comité, nous nous faisons un devoir de publier quelques extraits du journal l'Humanité.." L'article se termine ainsi : "Si les socialistes sont édifiés"(95).

Précisons aussi que le parti Socialiste ottoman participe en 1911 à la plate-forme commune de l'Entente libérale (96). Ceci crée des clivegas entre les socialistes ottomans dont une partie (notamment la Fédération révolutionnaire arménienne -le Tachnak-soutyun) s'allie au Comité. Réfik Nevzat, l'un des porte-paroles du P.S.O. et l'ami proche de Serif accuse ceux qui se rallient à l'Union et Progrès de ne pas être

socialistes. Le Tachnaksoutyun est devenu d'après lui, à la suite de cette alliance, un parti "réactionnaire". Il continue en répondant aux accusations de Tanin, l'organ du Comité :

"L'une des ignorances ridicules de Tanin est qu'alors qu'il cherche à voir les anarchistes dans notre parti (le P.S.O.) son parti est aujourd'hui en train de négocier avec le parti Tachnaksoutyun qui a un programme révolutionnaire socialiste. Mais il est extrêmement étrange, même de pouvoir s'imaginer, comment un parti révolutionnaire-socialiste peut se réconcilier avec un parti ayant un programme de "droite" (97).

Précisons finalement que l'attitude de la gauche communiste turque est très négative à l'égard de l'opposition libérale et ceci est compréhensible compte tenu des points de convergences qui émergent entre l'idéologie unionisto-kémaliste et l'idéologie blochevisante du communisme turc (98). L'un des fondateurs du P.C.T., Ethem Nedjad, accuse Sabahattin d'être l'un des pires idéologues de la bourgeoisie (99). Quant à l'historiographie marxiste, elle aussi voit dans l'opposition libérale le regroupement des "féodaux" et des "compradors" (100).

- Politique Etrangère.

Même si cela peut paraître surprenant, le concept de la "révolution" de l'opposition n'évoque que très vaguement l'idée de l'indépendance économique de l'Empire (101). Cette

opposition est également loin du fétichisme de l'indépendance politique. Elle voit certes, le salut de l'Empire dans son intégralité territoriale (102). Mais l'Empire ne doit pas cependant d'enfermer sur lui-même. Il s'agit plutôt d'une civilisation, bien qu'occidentale⁽¹⁰³⁾ et malgré certains contacts de Serif avec Wilhelm II en 1908 (104) ne comprend pas l'Allemagne. La "nation ottomane" étant décrite comme "francophile"⁽¹⁰⁵⁾ l'opposition conteste la collaboration avec l'Allemagne, et la poursuite de "la même ligne qu'Abdul Hamid" (106), où la présence de la mission allemande (107) et l'influence de Krupp dans le pays (108).

L'alternative de l'opposition est une collaboration étroite avec les deux puissances "civilisées", à savoir l'Angleterre et la France (109) qui devraient s'abstenir de soutenir le Comité dans ses actes "criminels" (110), et qui devraient intervenir pour "mener les réformes" (111). Les problèmes concernant l'endettement, les projets de partage économique, les monopoles etc ne préoccupent pas profondément cette opposition.

Elle est cependant prise en 1914, dans les pièges des enjeux diplomatiques. La France ayant accordé un crédit important à la Turquie unioniste, l'opposition se trouve bouleversée par cette "trahison" de la "civilisation". Serif décide de suspendre la publication de sa revue en signe de proteste, et fait ses adieux dans des termes dramatiques :

"Autrefois, la France versait le meilleur de son sang pour la

liberté. Aujourd'hui, elle répand son or pour venir en aide à la tyrannie aux abois.

"L'emprunt ottoman est donc une honte !

"Mais le fait que la France apporte au Comité son appui matériel, me déconcerte plus que tous les actes de la violence dirigée contre moi depuis des années ... Et pour une fois, devant l'oeuvre entreprise je me demande : A quoi bon ? A quoi bon si l'on défend, poursuit une lutte très inégale ?

"J'ai parlé de la France. J'ai eu tort. Je me rétracte. Ce n'est pas la France qu'il faut dire ... Tout le monde le comprendra. Et c'est peut-être parce que la vraie France n'est pas en question que le Comité Union et Progrès -qui représente encore bien la Turquie- trouve à Paris des secours aussi importants" (112).

Institut kurde de Paris

EN GUISE DE CONCLUSIONS

Institut kurde de Paris

Il nous est encore difficile de tirer des conclusions pertinentes, d'autant plus que les divergences ainsi que les discontinuités que nous avons pu démontrer ne suffisent pas à expliquer les phénomènes que nous avons observés. Certains travaux récents sur les phénomènes révolutionnaires en France et en Russie ont démontré l'extrême complexité de ceux-ci (1). En effet, si aujourd'hui l'évènement commence à avoir une importance nouvelle pour l'historien, il en est de même pour l'innovation des idées et des courants de pensée, dont l'émergence, l'élaboration et la "réalisation" restent des processus ambigus, et leur compréhension nécessite des travaux minutieux. Dans le cadre de l'Empire ottoman, le problème se complique davantage dans la mesure où ces idées sont empruntées de l'Occident. Nos connaissances et nos méthodes de recherche ne nous permettent pas encore de préciser la raisons du choix de tel ou tel courant de pensée, ni non plus les voies de leur diffusion. Si nous observons au la "société" en général est en dehors de la circulation de ces idées étrangères, nous connaissons encore peu de chose sur les moyens par lesquels elle se défend, sur son système de valeur, sur les chocs produits par l'introduction de ces idées, et sur l'ensemble des rapports entre la "politique" et le "peuple" (2). Il en va de même en ce qui concerne les rapports entre les façons traditionnelles et modernes de concevoir l'Etat. Certains travaux sur le monde arabe démontrent clairement une continuité entre les deux : l'Etat "moderne" se situe souvent, en tant que continuité de la tradition, ou plutôt, il parvient à s'y adapter (3). Il importe

d'analyser cette question dans les cadres de l'Empire ottoman qui constitue un vrai laboratoire d'observation. Il est également nécessaire d'approfondir la réflexion sur la dialectique entre la politique et la société civile. Peut-on parler de la "société civile" dans les sociétés où le "jeu politique" est monopolisé par une seule force ? Peut-on à l'inverse, parler de "politique", quand la société en est exclue ?

Ces questions nécessitant des études comparatives et théoriques très approfondies, ainsi que des conditions de recherche plus adéquate, sont restées sans réponse dans notre mémoire et nous sommes conscients du fait que ceci constitue l'un de ses défauts majeurs. Nous espérons cependant pouvoir les traiter dans notre thèse.

Ces réserves étant faites, il nous reste à préciser que les quelques remarques que nous proposons en guise de conclusion sont évidemment peu élaborées et seront sûrement modifiées ultérieurement. Nous croyons cependant qu'elles peuvent donner certains éléments de réflexion et ouvrir de nouveaux champs d'études.

1- L'opposition libérale, condamnée à périr, parce que privée de l'appui de l'armée, et en outre isolée de la population, nous semble importante pour l'historien et le politologue qui travaille sur la Turquie moderne, ou sur la révolution et les transferts des idées. Il s'agit avant toute autre chose d'un

courant politique moderne, qui va à contre-sens de l'image classique que nous avons des élites modernistes du moyen orient. En dépit de son caractère hétérogène, en dépit de ses multiples incohérences et de sa faiblesse idéologique, l'alternative proposée par elle mérite d'être analysée, ne serait-ce que pour ses soucis de relier consciemment le changement avec la tradition. Un coup d'oeil, même très rapide, suffit en effet pour constater que son programme ne se limitait point aux propositions caduques et banales sur la liberté d'entreprendre ou sur la nécessité d'adaptation de l'"individualisme". (Faut-il rappeler que le Comité Union et Progrès était bien plus efficace sur ce point (4)). Il ne s'agissait pas non plus, comme ont essayé de le démontrer les historiographies kémalistes et marxistes, des agents de l'impérialisme voulant transformer l'Empire en une colonie. Il s'agissait d'une alternative politique dans laquelle le poids de l'Etat, du centre, et plus encore de l'armée, devrait diminuer au profit de celui de la société à construire en se basant sur l'individu et sur la "périphérie". Les structures traditionnelles ottomanes auraient-elles permis une telle évolution ? Pourrait-elle, cette opposition, même si elle obtenait le pouvoir, faire appliquer son programme et éviter de se transformer en une sorte d'autoritarisme ? Nous ne pouvons entrer ici dans les spéculations concernant ce sujet, même si l'expérience historique montre les limites du volontarisme. Cependant l'existence d'une telle opposition, et sa précocité même nous semblent très importantes.

2- L'opposition libérale ottomane, tout comme l'Union et Progrès, émerge à un moment où le processus de l'occidentalisation entamé par l'Etat est déjà en cours depuis près d'un siècle. Cependant, si ce siècle, "le plus long" pour utiliser l'expression d'Ortayl (5) témoigne de l'efficacité de l'action étatique, il témoigne également de son incapacité à briser le processus du démembrement et de la crise, auquel s'ajoute de plus en plus le mécontentement de la société traditionnelle. Le retour en arrière, malgré l'influence des courants passéistes n'étant plus possible, les "politiciens" révolutionnaires se trouvent devant la nécessité d'accélérer le processus de modernisation, et de changer, pour le permettre, la nature de la société par la volonté et l'action des élites, porteuses des nouvelles idées "salvatrices". La "société" étant absente sur la scène politique, mais restant active dans la défense de ses propres valeurs et son style de vie, de la mettre en voie du "progrès" et de lui injecter "une âme nationale" se présente comme une affaire difficile. La "société" étant, en outre, multiéthnique, d'autres obstacles ne retardent pas à émerger devant les chemins emmenant à l'"Union", à l'"Orient" et au "Progrès".

Quoiqu'il en soit, l'Empire se trouve dès 1908 avec l'émergence de l'action des nouvelles élites, au seuil de l'âge "politique" (6). La nécessité de l'action volontariste des élites en tant que moteur de l'"Histoire" est une idée partagée à la fois par le Comité Union et Progrès et par l'opposition libérale qui ne représente ni l'un ni l'autre la société.

Cependant, les moyens par lesquels l'action doit être menée, ainsi que les objectifs visés varient considérablement. Alors que pour l'un il s'agit de briser le tissu social, afin de permettre la constitution d'un nouveau, satisfaisant les aspirations des élites, pour le second il s'agit d'une société nouvelle, créée à partir de l'éthique et des valeurs ottomanes et "occidentales", prises toutes les deux d'une façon sélective. Le premier, le Comité, envisage pour arriver à ses objectifs, la "dictature de l'idée", alors que le deuxième, l'opposition, tente d'empêcher l'émergence d'une rupture entre les élites et la société et de leurs valeurs respectives. Le premier se donne comme "mission" historique de créer "une âme nationale" pour que la nation turque accomplisse ses "missions", et pour qu'elle arrive au "Progrès" et à la "Civilisation", incarnés tous deux dans la "volonté" et la "force" de l'Etat ; le deuxième tente de s'intégrer à la "civilisation" par et pour la réalisation de l'unité de tous les Ottomans, "sans distinction de race ni de religion". Le premier sacralise l'Etat et le "centre", et veut imposer des "cadres culturels" à la "foule" pour l'emmener sur le droit chemin ; le deuxième se prononce en faveur de la liberté de pensée et de la destruction du centre, pour permettre à la création de l'"individu" et d'une "société" capables de s'auto-diriger. Alors que le premier est soutenu par l'armée, la première institution "modernisée" et la seule force organisée de l'Etat, et arrive, au moins provisoirement, à s'imposer à la "société", le deuxième est banni par cette



même force de frappe, et reste isolé de la société. Alors que l'expérience du premier se banalise par la suite dans la région, le deuxième reste sans descendance.

Ces divergences sont suffisamment importantes et significatives malgré les points de convergences que nous venons de citer, pour attirer l'attention des historiens.

3- Il est aussi intéressant de s'interroger sur la rupture survenue depuis 1908 dans les positions libérales en Turquie. En effet, si nous acceptons d'une façon globale (et ceci sans tomber dans l'historicisme et sans pousser la généralisation très loin), une continuité dans le mouvement libéral en Turquie qui se personnifie successivement en Entente libérale (1911-1914), Deuxième Groupe (1921-1924), Parti progressiste républicain (1925), Parti libéral (1930), Parti démocrate (1946-1960, Parti de Justice (1961-1980) et Parti de Droit Chemin (1983) (7) il nous faudrait également admettre que le libéralisme turc cesse de se référer à ses propres racines, et accepte et défende au cours des décennies les acquis de l'Etat unioniste et kémaliste comme les siens propres. Ce processus d'"aliénation" qui est sanctionné par un appauvrissement idéologique et une perte de prestige, mérite d'être mieux étudié.

4- Un quatrième point, non moins important, concerne l'histoire du socialisme turc. Les expériences des années 1960-1980 laissent les champs libres pour ne voir dans le socialisme turc que

l'ombre d'un stalinisme triomphant. Or, le socialisme ottoman trouve de nombreux points communs entre ses revendications et celles du mouvement libéral. Leurs aspirations se rejoignent et le libéralisme en sort fier. Ici aussi, il y a lieu de s'interroger sur la rupture qui s'est produite par la suite entre ces deux mouvements et aussi à l'intérieur de chacun d'eux qui devaient leur originalité très probablement à leur ottomanité.

5- Il y a également lieu de s'interroger sur la période penkurdiste de Serif (8). En effet, cette période, même si elle n'est pas directement liée à notre sujet, est importante pour nous, dans la mesure où elle nous met devant une question d'ordre théorique. Nous savons que pour les nationalistes kurdes des années 1919-1920, l'alternative était une modernisation et une occidentalisation par en haut, et ceci constituait l'une des raisons justificatives du désir d'avoir un Etat kurde. L'Etat envisagé était perçu comme une autorité capable de mettre en oeuvre les projets de la modernisation. Serif prend part dans ce mouvement nationaliste et ainsi change la base même de son action politique. Il s'agit plus pour lui de garantir la continuité et l'avenir d'un Etat multiethnique par la modernisation de celui-ci, mais au contraire de la création d'un état nationale, ou plutôt d'une nation au service de cet Etat.

Dans sa période panottomane, les valeurs essentielles et les références à chercher dans la civilisation ne sont pas d'après lui le développement économique ou technologique de l'Occident, mais plutôt les libertés et les facteurs qui ont permis ce développement. Dans sa deuxième période par contre, si la civilisation reste toujours l'objectif par excellence, les moyens d'y parvenir changent. "Civilisation" est désormais un objectif qui nécessite les moyens étatiques et qui implique la destruction des dynamiques internes et des institutions traditionnelles de la société. Le changement des références de Serif, ainsi que son rapprochement avec des idées totalitaires (9) semblent s'expliquer par ce fait.

6- Ajoutons finalement une remarque d'ordre méthodologique. Pour certaines raisons, l'historiographie turque continue à être l'historiographie des vainqueurs et elle néglige les "marginaux" et les "damnés" de l'histoire. Le manque de travaux biographiques qui rendent très difficile la tâche de l'historien, crée de véritables obstacles quand il s'agit d'analyser les courants d'opposition. Nous croyons qu'il est temps que l'historiographie turque et la turcologie se mettent, enfin, à réfléchir sur les pensées et les positions de ces mouvements "exclus" qui ont joué pourtant, malgré la démemorisation, un rôle important dans l'histoire turque.

ANNEXES

Institut kurde de Paris

DATE	POLITIQUE INTERIEURE	POLITIQUE ETRANGERE	LE COMITE UNION ET PROGRES	L'OPPOSITION LIBERAL	L'OPPOSITION ISLAMIQUE
FEV 1902	1er congrés jeune turc				
DEC 1907	2eme congrés jeune turc				
23.24.07 1908	Revolution constitu- tionnelle				
8.1908	Fondation de Fedakaran-i Millet Cemiyeti				
5.8.1908	Gouverne- ment de Kamil				

Institut kurde de Paris



14.9.1908

Fondation
du Parti
Ahrar
(L'Union
liberale)

II-

15.6-10
1908

Annexion de
Bosnie et de
Herzégovine
Indépendance
Bulgare
Occupation
de la Crète
par la Grèce

10.01.1909

Elections
L'Union et
Progrès ga-
gne 285 siè-
ges. L'Ahrar
un seul.

13.1.1909
1909

Fondation de
Türk Dernegi
(l'associa-
tion turque)

10.02
1909

Cabinet de
Hüseyin Hilmi

Institut kurde de Paris

5.04

1909

111-
Fondation

d' Ittiha_di

Muhamediyye.

(l' union

mohamedanne)

3.04

1909

Insurrection

à Istanbul

4.04

1909

Incidents

arméno-

musulman

à Adana

4.04

1909

Armée de

l' Action, or-

ganisé par le

Comité entre

à Istanbul.

Proclamation

d' Etat de

siège.

7.04

1909

Détrônement

d' Abdülhamid

II

Institut kurde de Paris

3.10
1909

Congrès de
l'Union et
Progrès

IV-

fin 1909

Fondation
d'Islahat-i
Esasiye-i osma-
niye (Parti ra-
dical) de Serif

2.01

Gouvernement

1910

de Hakki

été 1910

Insurrection
en Syrie.

1910-11

Insurrection
en Albanie

9.1910

Fondation
d'Osmanli
Sosyalist Fir-
kasi (Parti so-
cialiste otto-
man) de H.Hilmi

3.07
1911

Fondation de
Türk Yurdu
Cemiyeti
(l'associa-
tion de la
patrie
turque)

V-

0.09
1911

Gouvernement
de Said Pasa

1.11
1911

Fondation de
Hürriyet ve
Hilaf Fukasi
(Le Parti Li-
berté et Enten-
te)

1.1911

Le parti
de Liberté
et entente
gagne les
élections à
Istanbul

Institut kurde de Paris

1.1911

Début de la
guerre turco
italienne

VI-

Mai/Juin

1912

Fondation du
Comité Halaskar
Zabitan (les of-
ficiers libéra-
teurs)

7.07

1912

Le Comité
des officiers
libérateurs
oblige le
gouvernement
à
démissionner

17.1912

Gouvernement d'
Ahmet Muhtar

Institut Kurde de Paris

1.8.1912
Dissolution
de l'Assem-
blée L'Union
et Progres
perte
des sieges
dans la nou-
velle Assem-
blée élue peu
de temps
apres

VII-

1.10
1912
Première
guerre
Balkanique

3.1
1913
Enver et ses
amis renver-
sent le gou-
vernement. Le
nouveau cabi-
net est for-
mé par Mahmud
Sevket

2
1913
2eme guerre
Balkanique

Institut kurde de Paris

1.6

Mahmud Sevket

913

est assassiné

Said Halim le

remplace

VIII-

AI 1914

Elections

générales. Les

Unionistes

parviennent à

former une

Assemblée

sans

opposition

9.10

914

Entrée à la

guerre mon-

diale de

l'Empire

Institut Kurde de Paris

ANNEXES : II - NOTICES BIOGRAPHIQUES;

Yusuf AKCURA (1876-1935). L'auteur de Uç Tarz-i Siyaset (le Caire, 1903). L'un des idéologues de l'Union et Progrès, par la suite, du Kémalisme.

H.CAHIT (YALCIN) (1875-1957), Journaliste, militant unioniste. Il dirigea le journal officieux du Comité, Le Tanin.

Mehmed DJAVID (1875-1926), Ministre de nombreux cabinets unionistes. L'un des idéologues du Comité. Exécuté en 1926.

Ziya GÖKALP (1875-1925), Idéologue et poète nationaliste. Sociologue, disciple de Durkheim. Proche de Kemal par la suite.

Refik NEVZAD (?-1960) Docteur, ancien jeune turc, éduqué à Paris. Dirigeant de la branche parisienne du Parti Socialiste ottoman.

Ahmed RIZA (1859-1933), l'un des chefs de Unionistes à Paris, rédacteur en chef de Mesveret. Après 1908 a perdu son influence parmi ses amis.

SABAHATTIN (1877-1948), Le principal idéologue de l'opposition libérale. Obligé de quitter la capitale ottomane en 1913 il a passé le reste de sa vie en Europe.

Bahattin SAKIR (1877-1922), Docteur, Unioniste, chef par la suite de Teskilat-i Mahsusa.

SERIF (1865-1946), Général, diplomate, chef de l'opposition à l'étranger et fondateur du Parti radicale ottoman. Nationaliste kurde à partir de 1918.

Mahmut SEVKET (1856-1913), Général, Premier ministre unioniste. Il a organisé l'Armée de l'Action qui réprima la révolte de 1909. Assassiné en 1913.

Ahrar : Unité libérale

Alayli : Officier recruté du rang.

Avam : Populace

Hareket Ordusu : l'Armée de l'Action

Halkevleri : Maisons du peuple, liées au parti kémaliste,
elles sont fondées en 1930.

Halaskar Zabitan : Comité des Officiers Libérateurs

Hürriyet ve Itilaf : Liberté et Entente

Hizb ül Lamarkazziyya al-Osmani : le parti de décentralisa-
tion Ottomane.

Ittihat ve Terakki : Union et Progrès

Komitaci : Homme d'action, faisant parti d'un comité secret.

Mesveret : consultation

Mesrutiyet (Mechéroutiette) : Monarchie Constitutionnelle

Meclis-i Mebusan : Assemblée des Députés.

Medrese : Ecole de formation religieuse.

Seriat : Sharia

Teskilat-i Mahsusa : Organisation spéciale. Secrète, elle fut
liée au Comité.

Türk Yurdu : la Patrie Turque.

Türk Ocaklari : Foyers turcs.

Ummet (Ummah) : Communauté musulmane.

Uléma : Corps religieux.

Vilayet : Province.

NOTES

Institut kurde de Paris

NOTES DE L'INTRODUCTION.

- 1- Voir notamment S.Sinanoglu, Türk Hümanizmi, Ankara, 1982
- 2- Voir A.Engin, Sosyalist Geçinenlere Karsi Atatürkçülük Savasi, Ist. s.d. et surtout H.Tanyu, Atatürk ve Türk Milliyetçiligi, Ankara, 1982.
- 3- Voir par exemple H.Berkday, "Jacoben" Akçura ve Onun Milli Demokratik Devrim Programi, Saçak, n:34/5, 1985 p:5-11.
- 4- Voir M.Heper, The State Tradition in Turkey, North Hemher-side 1986 p:16-17.
- 5- O.Turan, G.Güngör, N.Topçu, etc.. sont, malgré leur diversité, en accord sur la nécessité de cette synthèse.
- 6- La première série de bimensuel Yeni Gündem (1983-1986) est le meilleur exemple de cette sorte de recherche.
- 7- C.Meriç et H.Z.ülken peuvent être considérés comme les meilleurs exemples de cette recherche.
- 8- Ces trois révolutions n'ont pas été l'objet d'études comparatives. On dispose cependant de quelques ouvrages analysant l'influence de la Révolution russe sur la Révolution jeune turc. Voir : Y.Petrosyan, Sovyet Gözüyle Jön Türkler, Ankara 1974, I.Spector, The first russian revolution and its impact in Asia, Washington 1958 n:5 p:742-744.
- 9- Comment ne pas reconnaître la vie intellectuelle ottomane dans les remarquables passages de Koyré

concernant l'intelligentsia russe : "Mais tout leur appareil conceptuel, la manière dont ils cherchaient à formuler et à définir l'essence nationale, la critique même qu'ils faisaient de la civilisation occidentale, lui reprochant de n'être qu'un rationalisme étroit, désormais stérile et stérilisant -critique juste souvent et parfois fondée- révélait à quel point ils avaient subi l'influence de la pensée occidentale. A.Koyre, La Philosophie et le Problème national en Russie au début du XIX siècle, Paris 1976 p:15, voir aussi p:13, 50, 62. Voir également N.O.Ioski, Histoire de la Philosophie Russe des origines à 1950, Paris 1954.

10-Les ressemblances entre les intelligentsias occidentalises turques et persanes, sont elle aussi, très frappantes. Voir pour la deuxième : E.Abrahamian, "Kasravi-The Integrative Nationalist of Iran", et M.Bayat Philippe, "Mirza Agha Khan Kirmani : A 19th Centur Persian Nationalist", tous deux in E.Keddouri et S.G.Haim (eds), Towards a Modern Iran Studies in Thought, Politics and Society, London 1980. Voir aussi E.Abrahamian, Iran between two Revolutions, New Jersey 1982, et A.K.S.Lambton, "The Persian Constitutionnel Revolution of 1905-1906" in P.J.Vatikotis, Revolutions in the Middle East and other case Studies, London 1972.

11-Pour ces différents aspects, voir A.Ter Minassian, La Question Arménienne, Paris 1983; E.Abrahamian op.cit., N.R.Keddie, Sayyid Jamal-ad-Din "Al-Afghani", A

Political Biography, Univ. of California Press 1972.

12-N. Moschopoulos, La Presse dans la Renaissance

Balkanique, Etude historique, Athènes 1931, et

S.M. Sophoclos, A. History of Greece, Salonique 1964

p:234-240, pour d'autres voir R. Lee Wolff, The Balkans

in Our Times, New York 1967.

13-Voir S. Mardin, The Genesis of Young Ottomans Political

Thought, Princeton 1962, K. Briand, Aydinlanma Devri

Devlet Felsefesinin Tanzimat'a Etkileri, Ankara 1955.

14-Voir la lettre d'A. Comte à Resid Pasa, dans le 3ème tome

de son Système de Politique Positive.

15-Voir le livre documenté de E. Jan Zürchner, The Unionist

Factor, The Role of Committé of Union and Progres in the

Turkish National Mouvement, 1908-1926. Leiden 1984.

16-Voir le livre étonnant de F. Rifki, de cette période,

Moskova-Roma, Ist 1932.

17-Voir la conclusion de son Jön Türklerin Fikirleri,

Ankara 1964.



NOTES DU CHAPITRE : I

- 1- S.Mardin, ibid.,p:275
- 2- S.Mardin, "Laiklik Idéali ve Gerçecler", Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunlari, Ist.,1977 p:384.
- 3- "Il ne faut pas montrer du sang à l'avam, ou le réveiller. Car dans un pareil cas, il se réveillera et on ne trouvera plus aucune fine limite à l'animalité humaine", Sura-i Ummet, cité par Bayur, Türk Inkilabi Tarihi, v:2, t:4, p:14.
- 4- "Surtout ne dit point : "J'ai le droit !
 " Le droit n'existe pas ! Il n'y a que le devoir !..."
 "Je n'ai point de droit ! ni d'intérêt ! ni envie !
 "J'ai mes devoirs ! Nul besoin d'autre chose
 "Mon esprit, mon coeur ne pensent pas ! Ils entendent !
 "Ils suivent la voix qui vient de la Nation
 "Je ferme mes yeux, je fais mes devoirs", Z.Gökalp, Yeni Hayat, Dogru Yol, Ankara 1976, p:13-14. Nombreux sont les auteurs qui ont trouvé dans ces vers l'odeur d'un totalitarisme précoce. Voir Bayur, op.cit., v:3, t:4, et H.Edip, The Conflict of East and West in Turkey, Lahore 1935
- 5- S. Mardin, Din ve Ideoloji, Ist. 1983, p:117.
- 6- F.Ahmad, Ittihatçilikten Kemalizme, Ist. 1985, p:53
- 7- Y.Fehmi, Tablettes Révolutionnaires d'un Jeune Turc, Paris 1907. Il n'est pas étonnant de voir les "révolu-

- tionnaires" français applaudir les jeunes turcs : "C'est chez nous que la jeune Turquie a peis naissance ! C'est de France qu'elle tient sa vie" écrit A.Durand dans son Pro-Vita ! Plaidoyers en faveur du relèvement de l'Empire ottoman, Genève 1913. Voir aussi R.Moulin, Force et faiblesse de la jeune Turquie, Paris 1910 ; E.Harriot, "Vieille et Jeune Turquie", Questions Politiques de Législation ouvrière et d'économie sociale, Juillet-
Octobre 1910, H.Nirvet, La Croisade Balkanique, La Jeune Turquie devant l'Opinion française, Paris 1913.
- 8- Voir le chapitre "A.Comte" de l'ouvrage de R.Aron, Etapes de la pensée sociologique.
- 9- La Revue Occidentale, v:2 1896, p:343.
- 10-A.Koyré décrivait Paris, dans son ouvrage déjà cité, comme le chemin le plus court entre Mouscou et Berlin. Paris fut également le lieu du passage entre Constanti-
nople et Berlin.
- 11-Y.Akçura, Yeni Türk Devletinin öncüleri, Ankara 1982, p:174 ; G.Tüfekçi, Atatürk'ün Okuduğu Kitaplar, Ankara 1983 ; R.Nur, Hayat ve Hatiratım, Ist., 1954 p:20.
- 12-Voir sur ce sujet R.Remond, La Droite en France, Paris 1977. Z.Sternhell, La Droite Révolutionnaire, Les Origines françaises du fascisme, 1885-1914, Paris 1982.
- 13-N.Berkes, Türkiye'de Cadgaslasma, Ist., s.d. (1978?), p:228.
- 14-Y.Akçura, op.cit. p:61
- 15-S.Mardin, Jön Türklerin Siyasi Fikirleri, p:78.

- 16-Voir S.Hanioglu, Dr Abdullah Cevdet ve Dönemi, Ist.1983
- 17-J.M.Landau, Tekin Alp, Turkish Patriot, Leiden 1984 p:75
Ce volume contient l'essentiel de l'oeuvre de Tekin Alp.
- 18-Il est étonnant de ne voir même une seule allusion à la religion dans les déclarations de l'Armée de l'Action en 1909. Pour celles-ci voir Bayar, Ben de Yazdim, v:2.
- 19-Ülkü, choix des textes et édition de C.Alpar, Ankara 1982 p:100.
- 20-Voir l'ensemble de la revue Kadro (1932-1934) et F.Rikfi Moskova-Roma, Ist., p:57. Cette auteur trouve la raison de l'échec du Comité dans le fait qu'il n'a pu s'imposer comme une dictature, p:76.
- 21-S.Mardin, "Ideology and Religion in the Turkish Revolution", International Journal of Middle Eastern Studies 1971, n:2, p:201. L'auteur, après avoir expliqué l'attitude unioniste face au système de valeur ottoman (p:202) ajoute ceci : "Comme une idéologie consciente, mais souvent camouflée, le sécularisme était déjà en action au temps des jeunes turcs. Il a seulement été conduit à ses fins logiques par des pères-fondateurs de la République kémaliste, ibid. p:208.
- 22-Ces paroles sont d'I. İnönü, unioniste, et par la suite kémaliste, deuxième président de la république turque. Ulus 17.05.1968.
- 23-A.Riza cité par Mardin, Jön Türklerin.., p:153.
- 24-A.Riza cité par Mardin, op.cit., p:153. Il continue en précisant qu'à l'attirance de l'illumination, il faut

ajouter la force d'action nécessaire pour que le bien et le beau progressent. Il est nécessaire que l'élite soit, pour pouvoir exister, hégémonisante et conquérante." Un autre chef unioniste, Samipasazade Sezai, précise que l'élite doit "imposer un cadre culturel au peuple", ibid., p:147.

25-P.Risal (T.Alp), "Les Turcs à la recherche d'une âme nationale", in J.Landau, op.cit., p:66.

26-S.Mardin, Din ve Ideoloji, p:132.

27-H.C.Yalçın, Siyasi Partiler, Ist. 1976, p:132.

28-E.Teziç, Siyasi Partiler, Ist. 1976, p:203.

29-H. Edip (Adivar), Conflict of East an West..., p:120.

30-Bayur op.cit., v:1, t:1, p:75.

31-Bayar Ben de Yazdim, v:2, p:322 et 554. Un officier unioniste, Major Hami dit ceci : "Grâce à ses soldats, la nation a eu une constitution. L'Armée va la garder intacte et si quelqu'un ose la toucher, il comprendra si nos bayonettes sont éguisées" (ou non), cité in F. Mc. Cullagh, The Fall of Abdulhamid, London, 1910.

32-Toute l'oeuvre publiciste d'A. Cevdet se porte sur ce point. Voir Hanioglu, op.cit. Il s'agit des mêmes tentatives en ce qui concerne certains auteurs arabes. voir O.Carré "Le mouvement idéologique de Ba'th", in A.Raymond, La Syrie d'Aujourd'hui, Paris 1980, p:198 et A.Lourca, "Contacts avec l'occident", in Egypte d'Aujourd'hui, Paris 1977 p:177.

33-P.Safa, Türk Inkilabına Bakışlar, Ist. 1938, p:199. Voir

- aussi les leçons de révolution de R.Peker, l'homme fort du kémalisme, Inkilap Dersleri, Ist., 1982 p:11.
- 35 A.B.Kuran, Inkilap Tarihi ve Ittihat ve Terakki, Ist. 1946, p:206-206. Pour les positions panislamistes des Unionistes, voir ibid. p:309.
- 36-S.Aksin, Jön Türkler ve Ittihat ve Terakki, Ist. 1980 p:168.
- 37-La formule est de Fuad Pasa, citée en E.T. Eliçin, Kemalist Devrim Ideolojisi, Ist. 1970, p:216. Le problème de la centralisation semble partiellement s'expliquer par ce biais. "Il semble que pour les jeunes turcs dit R.Pinon, réforme soit synonyme de décentralisation. AU seul mot de décentralisation, qui est cependant inscrit dans la Constitution de Mithat Pasa, ils s'irritent et s'allertent", l'Europe et la Jeune Turquie, Paris, s.d. (1912 ?) p:11.
- 38-Cité in Aksin, op.cit., p:169. Voir aussi D.Fraser, Persia and Turkey in Revolution, London, 1910, p:424-426
- 39-Voir pour le massacre des Arméniens à Adana, A.Serif, Anadolu'da Tanin, Ist., 1978. Pour le nationalisme turc contre les Arabes, voir Ö.Kürkçüoğlu, Osmanli Devletine Karsi Arap Bagimsizlik Hareketi (1908-1918), Ankara 19
- 40-L'expressioin est de E.M. Earle, Nationalism and Internationalism, New York, 1950, p:60.
- 41-Voir D.Georgiadis, qui malgré son scepticisme fait une plaiyadeur en faveur de la Turquie révolutionnaire, La Régénération de la Turquie, est-elle possible ? Paris,

- 1909.
- 42-Silah (Salonique) de 12.09.1912 cité par Ahmet Emin (Yalman), The Development of Turkey as measured by its press, New York, 1914, p:110.
- 43-Les discussions concernant la langue de la scolarisation en sont un exemple, voir : A.M. ökçen, Osmanli Meclis-i Mebusaninda Kuvvetler Ayrimi ve Iskenceler, Ankara 1982 p:79-81.
- 44-T.Z. Tunaya, Hürriyet'in Ilanı, Ankara 1959 p:40.
- 45-Seyhülislam Cemaleddin Effendi, Siyasi Hatiratım, Ist., 1978 p:64.
- 46-"La nation esclave un jour a brisé les chaînes / Si tu savais combien, les jour précédants / ô mon enfant, étaient noirs / c'était le Padisah (Le Sultan) qui devrait penser à la prospérité de la nation / Or, lui, il n'était pas un homme, mais un dragon", Livre scolaire de 1909 cité par N.Atsiz, Türk Tarihinde Meseleler, Ist. 1980 p:110.
- 47-A.Emin (Yalman), Turkey in the World War, New Haven, 1930 p:50
- 48-H.C.Yalçın, l'un des idéologues du Comité raconte dans ses mémoires la peur et l'effroi des Istamboulotes devant les échafauds figurant dans l'une des places publiques de la capitale après la révolte du 31 Mars. Pendant l'époque hamidienne, aucune exécution publique n'a eu lieu dans cette ville. Voir Yalçın, op.cit. p:143. Voir aussi la terreur dans les provinces, notamment en

- Albanie, Seyhülislam Cemalettin Effendi, op.cit., p:59
 et Ch.Woods, La Turquie et ses voisines, Paris 1911
 p:98-120.
- 49-T.Alp, Kemalizm, Ist., 1936 p:27.
- 50-S.Mardin, Din ve Ideoloji, p:109.
- 51-Le nationalisme turc montre ses premiers symptômes sous
 Abdulhamid et dans la presse contrôlée. Voir : D.Kuchner
The Rise of Turkish Nationalism 1878-1905, London 1977.
- 52-Pour ces luttes, voir Lee Wolff, op.cit.
- 53-Pour une partie des mémoires de Abdul Hamid voir Sultan
 Abdülhamid'in Hatıra Defteri, Ist., 1982.
- 54-E.Kedouri, "The Impact of Young Turk Revolution in the
 Arabic Speaking Provinces of the Ottoman Empire" dans
 son Arabic Political Memories and Other Studies, London
 1974, p:133.
- 55-Voir notre mémoire de diplôme de l'E.H.E.S.S., Le pro-
 blème national kurde en Turquie kémaliste, Paris, 1986.
- 56-A.Hourani, The Emergence of Modern Middle East, Oxford,
 1981, p:49.
- 57-A Damas, le groupe islamiste l'Union muhammedane réunie
 pas moins de 20.000 signatures. Voir : Keddouri,
art.cit., p:149.
- 58-Eliçin, dans son ouvrage déjà cité analyse la nature de
 leur action.
- 59-A.Emin, The Development of Turkey..., p:97.
- 60-Cité par Bayar op.cit., v:1, p:277-279. Les orateurs
 soulignent également la nécessité d'accorder la

"justice" aux chrétiens, et précisent que l'Europe constitutionnelle ne se mêle pas dans les affaires religieuses du pays.

- 61- E.Güresin, 31 Mart Isyani, Ist., 1969, p:14. Voir aussi U.Farhi, "The Seriat as a Political Slogan or the Political Incident of 31st Mars", Middle Eastern Studies, v:7 n:3 1971.
- 62- S.Askin, op.cit. p:115 "Fedakaran" est un groupe politique aux tendances libérales, formé par les exilés déçus.
- 63- Pour son procès voir S.Mürsel, Beddiüzzaman Said-i Nursi ve Devlet Felsefesi, Ist., s.d.
- 64- S.Aksin, op.cit., p:129.
- 65- T. Ünal, T.C.'nin Siyasi Tarihi, Ankara 1958 p:183.
- 66- R. Tefvik cité par A.Perlant, Eternelle Turquie, Paris, S.d.
- 67- "La révolte du 31 Mars est réprimée non pas par le Comité mais par l'Armée de l'action", H.C.Yalçın, o.p. cit., p:127.
- 68- Voir son Safahat (Ist., 1975) - où il décrit l'Allemagne comme une mère.
- 69- T.ALp, in Landau, op.cit., p:113. (70) - M.Akif, op.cit., p:205.
- 71- M.Akif, Safahat, 2ème livre reproduit dans E.Düzdağ, Türkiye de Islam ve Irkçilik Meselesi, Ist., 1978, p:186.
- 72- T.Alp, "Les Turcs à la recherche d'une arme nationale", in Landau op.cit.,
- 73- N.Berkes, op.cit., p:424-426.



- 74- Bayur, op.cit., v:II, t:II, p:424.
- 75- Voir N.Keddi, Jamal Ad-din Al Afghani, op.cit., voir aussi E.Kedourie, A.Afghani and Abduh, London, 1966.
- 76- Said Halim Pasa, Buhranlarimiz, ist., s.d., p:90.
- 77- Ibid., p:91, 109.
- 78- Ibid., p:106.
- 79- Ibid., p:89
- 80- N.Berkes, op.cit., p:411.
- 81- Ibid., p:409-411. Voir aussi H.Z. Ülken. Türkiye de Cagdas Düşünce Tarihi, ist., 1979, p:192.
- 82- S.Mardin, "The mind of Turkish Reformers 1700-1900" in S.A Hannah, G.H.Gardner, Arabe Socialism, A Documentary Survey Leiden, p:42-43.
- 83- Voir E.Düzdag, op.cit.

NOTES DU CHAPITRE : II

- 1 - Selon Aksin, l'entente libérale était composée des personnes "socialistes, capitalistes, féodaux, nationalistes, religieux, laïques, occidentalistes, etc."Aksin op.cit., p:193. Selon Mardin, les notables auraient été attiré par les slogans de la décentralisation de ce parti. Voir son "Center- Periphery Relations : A Key to Turkish Politics" Deadelus, Winter, 1973, p:178.
- 2 - Ce parti est très proche de Sabahattin ayant refusé de se mêlé à la vie politique active, le parti décide de laisser sa présidence libre à titre de respect pour le Prince

Sabahattin s'exprime ainsi : "Nous ne pouvons devenir homme d'Etat. Nous nous contentons de service de propager des vérités auxquelles nous croyons". C.O.Tütengil, Prens Sabahattin, ist., 1954 p:13.

- 3 - Pour l'influence du modèle anglais en France, voir Fr. Furet, la gauche et la révolution au milieu du XIXe siècle, Paris 1985 p:13.
- 4 - Voir pour cette école : P.Lazarsfeld, philosophie des sciences sociales, Paris 1970, p:129-162.
- 5 - Bayur, op.cit., v:1, t:1, p:289.
- 6 - Prens Sabahattin, Türkiye Nasıl Kurtulur ? Ist.(1913), 1965, p:42.
- 7 - S.Aksin, "31 Mars Olayına Degin Sabahattin Bey ve Ahrar Firkasi", AUSBFD, v:XXVII, n:3, 1972, p:552.
- 8 - Prens Sabahattin, op.cit., p:57.
- 9 - Ibid, p:53
- 10- Bayur, op.cit., v:1, t:2, p:57
- 11- N.Erkali, "Prens Sabahattin, in E.Korgal, Türk, Toplum Bilimcileri, v:1, ist., 1982, p:135
- 12- Prens Sabahattin op.cit. p:55, 57.
- 13- Telle est l'idée de N.Berkes, Felbefe ve Toplumbilim, ist. 1985 p:163.
- 14- Bayur op.cit., v:1, t:1 p:266
- 15- Ibid p:273
- 16- Ibid p:274
- 17- Ibid v:2, t:4, p:23
- 18- Ibid p:52

- 19- Cité in Ibid p:57-58
- 20- Voir Petrosyan op.cit., et P.Fesch, les jeunes turcs:hier aujourd'hui, demain, Paris 1909, p:59.
- 21- H.Ertürk, Iki Devrin Perde Arkasi, ist. 1957, p.65 ;
Bayur, op.cit., v:2, t:4, p:358-379.
- 22- Tütengil, op.cit., p:28.
- 23- Ramsaur E.Jr.Jön Türkler ve 1908 Ihtilali ist., 1977
p:101.
- 24- P.Fesch, Constantinople aux derniers jours d'Abdulhamid,
Paris, 1907, p:289.
- 25- Bayur op.cit. v:2, t:4, p:21. Voir aussi P.Fesch, les
jeunes turcs ... op.cit. p:50.
- 26- P.Fesch, Ibid., p:379
- 27- Bayur op.cit. v:1, t:1, p:361 ; v:1, t:2, p:274.
- 28- Ibid v:1, t:2, p:275
- 29- P.Fesch, Constantinople aux ... op.cit., p:367.
- 30- Bayur, op.cit., v:1, t:2, p:129-130
- 31- Cité in C. Kutay, Fethi Okyar, Uç Devirde Bir Adam, Ist.,
1982, p:129.
- 32- I. H. Danismend, Izahli Osmanli Tarihi Kronolojisi v:4,
Ist., 1969, p:358.
- 33- Bayur op.cit. v:2, t:4, p:125
- 34- Documents du Comité cités par Bayur, ibid., p:163
- 35- C.Kutay, Uç Pasalar Kavgasi, Ist., 1978 p:142-143
- 36- J. Romein Das Jahrhundert Asiens, Bern, 1958 p:90
- 37- G. Antonios, The Arab Awakining, The Story of the Arab
National Movement, London, 1945, p:109.

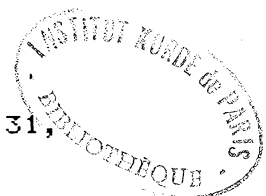
- 38- H.Saab, The Arab Federalists of the Ottoman Empire,
Djambatan-Amsterdam, 1959, p:224, 238, 263.
- 39- G. Antonio, op.cit., p:110
- 40- A.Fua, Le Comité Union et Progrès Contre la Constitution,
Paris, 1912 p:97.
- 41- Ce résumé est établi à partir du programme de Serif,
publié dans chaque numéro de son Mecheroutiette, et celui
de l'Entente libérale, publié in Tunaya, Türkiye'de
Siyasi Partiler, Ist., 1984, v:1
- 42- Tunaya, ibid., p:209 et suite.
- 43- A.Fua, op.cit. p:16.
- 44- ibid., p:17
- 45- Mecheroutiette, n:30, 1912, p:9
- 46- ibid., n:43, p:12 et 41
- 47- Voir notamment Bayar, op.cit., v:2, M.R.Estli, Ittihat ve
Terakki'de Esrar Perdesi ve "Yakup Cemil Niçin
öldürüldü." Ist., 1975, et H.C. Yalçın, op.cit.
- 48- Mecheroutiette, n:30, 1912, p:9, n:43, 1913, p:41.
- 49- S.Pasa, "Les Assassinats de Constantinople" La Revue,
n:14, 15 Juillet 1913.
- 50- Bayar, op. cit., v:3, p:1238; et Esatli, op.cit. p:69,
92, 93.
- 51- Voir l'article de Serif cité supra, note:49
- 52- Nous sommes conscients de l'ambiguïté de ce mot que nous
utilisons, faute de mieux.
- 53- Pour cette période et l'opposition, voir M.Gologlu,
Devrimler ve Tepkileri, Ist., 1975.

- 54- "Lettre Ouverte à Sa Majesté Impériale le Sultan", Mecheroutiette, n:43, 1913, p:12.
- 55- P.Fesch, Constantinople...op.cit.; Paris 1909. Nous laissons à nos études ultérieures l'analyse approfondie de ce texte très révélateur et précoce.
- 56- A.Fua et R.Nevzat, La trahison du Gouvernement truc : Comité Union et Progrès, 1914, p:4-5. Les auteurs soulignent également l'incapacité du Comité de prendre la direction du monde musulman.
- 57- Dr. R.Nevzat, La Fédération ottomane, Paris 1914 p:31.
- 58- A.Fua, "Le Comité contre les nationalités", Mecheroutiette, n:50, Jan.1914, p:22.
- 59- L'expression est de Serif Mardin, Din ve Ideoloji, Ist., 1983, p:31.
- 60- Serif Pasa, "Le Soulèvement des Kurdes et ses causes", Mecheroutiette, n:55, 1914, p:4-10.
- 61- Ibid., p:8
- 62- ibid., p:6
- 63- Serif Pasa, "L'Armée ottomane" ibid., n:30 1912, p:6
- 64- ibid, p:6
- 65- A.B.Kuran, Inkilap Tarihi ve Jön Türkler, Ist., 1946, p:274.
- 66- C.Bayar, op.cit. v:2, p:554
- 67- A.Fua Le Comité Union et ... op.cit., p:17, 20-21. Il exprime également son inquiétude concernant le début d'une période militaire.

- 68- H.Z.Ülken, Türkiye'de Çağdas Düşünce Tarihi, p:346
- 69- Serif, "Lettre aux vénérables officiers", 30.10.1910,
A.E. Nouvelle série, Turquie, v:7, p:172.
- 70- Serif, "Heure décisive", Mecheroutiette, n:39, 1913, p:2-6. Voir aussi la traduction de la lettre du "Comité d'Action du Corps des officiers" à Mahmut Sevket Pasa, ibid., n:41, 1913, p:11
- 71- "La Question de la Turquie d'Asie" ibid., n:46, 1913, p:29
- 72- Y.Akçura, Üç Tarz-i Siyaset, Ankara, 1976, Pour la traduction française voir F.Georgeon, Aux Origines du nationalisme turc : Yusuf Akçura, Paris, 1980.
- 73- Voir pour la reproduction de cette correspondance A.B.Kuran, Inkılâp Tarihimiz ve Ön Türkler, Ist. 1946.
- 74- Voir : Ö Kürkçüoğlu, Osmanlı Devletine Karşı Arap Bağımsızlık Hareketi, Ankara, 1982.
- 75- ökcen, op.cit., p:79-81.
- 76- Seyhülislam Cemaleddin Effendi, op.cit., p:59
- 77- Cité in Aksin, op.cit. n p:168-169.
- 78- S.Aksin, art.cit., p:560
- 79- R.Nevzad, La Fédération Ottomane, p:42
- 80- A.Fua, "Reponse au Paris Journal", Mecheroutiette, n:31, Juin 1912, p:10.
- 81- Serif, "Heure décisive", ibid., n:39, 1913, p:2-6.
- 82- Serif, "Grandes manoeuvres diplomatiques", ibid., n:31, 1913, p:3.

- 83- A.Fua, "Le Comité Union et Progrès contre les nationalités", ibid., n:50, 1914; p:22
- 84- art. cit., ibid, p:24
- 85- art. cit., ibid, p:22
- 86- Serif "Télégramme au Congrès arabe", ibid., 1913, p:12.
- 87- A.H. Babanzade, "Islam'a Göre Davayı Kavmiyyet",
reproduit in E.Düzdag, Türkiye'de İslam ve Irkçılık meselesi, Ist., 1978, p:29-110
- 88- "Entente entre les chefs arabes", Mecheroutiette, n:50, 1914, p:19.
- 89- serif, "le soulèvement des Kurdes et ses causes", ibid., n:50, Avril 1914, p:7, et 24.
- 90- "Les nationalités musulmanes en Turquie", ibid., n:47, 1913, p:41.
- 91- ibid., n:30, 1912, p:9
- 92- Pour un autre officier turc, libéral et sensible au courant socialiste, l'Amiral Ahmet, voir M.Tunçay, Bilinecegi Bilmek Ist., 1983, p:172-183.
- 93- "Djavid Bey et le Syndicalisme", Mecheroutiette, n:31, 1912.
- 94- Serif, "Lettre à Monsieur J.Jaurès", ibid., n:43, 1913.
- 95- Ibid n:51, 1914, p:76
- 96- Voir A.Cerrahoglu, Türkiye'de Sosyalizmin Tarihine Katkı, Ist., 1975 p:71.
- 97- ibid., p:74, p:140

- 98- Voir pour les caractéristiques de ce mouvement, notre article "La Place du P.C.T. dans la Constitution d'Etat-Nation turc", in C.E.M.O.T.I., n:1, 1986.
- 99- A.Cerrahoglu, op.cit., p:363.
- 100-S.Askin, op.cit., p:183, V.Lutsky, Modern History of the Arab contries, Mouscou, 1969, p:345.
- 101- Voir le programme d'Ahrar, de Hürriyet ve Itilaf et d'Islahati Osmaniye dans T.Z.Tunaya, Türkiye'de Siyasi Partiler, v:1, 1984 Ist.
- 102-"Avis", Mecheroutiette, n:43, 1913, p:44
- 103-"Quelques réflexions sur la guerre" ibid., n:43, 1913 p:44
- 104-Serif, "Testament du Comité", ibid., n:50, 1914 p:2
- 105-A.Fua, R.Nevzad, La Trahison du Gouvernement turc, Paris 1914, p:4
- 106-"La Mission allemande", Mecheroutiette, n:31, p:9
- 107-Serif, "Grandes manoeuvres diplomatiques", ibid., n:31, 1912.
- 108-ibid., n:38, 1913 p:2
- 109-Serif, "Grandes manoeuvres diplomatiques", ibid n:31, 1912 p:3.
- 110-"Avis", ibid., n:45, 1913 ; voir aussi la lettre de Serif au ministre français Duomerge, Paris, 16.04.1914., A.E. Nouvelle Série, Turquie, 1912-1914, v:9, p:284.
- 111-Serif, "La Question des Réformes", Mecheroutiette, n:40, Mars 1913, p:13.
- 112-"Les Adieux du "Mecheroutiette", ibid., n:55, 1914, p:2



NOTES DE CONCLUSIONS;

- 1- Voir à ce propos, Fr.Furet, Penser la Révolution française Paris, 1983 ; et M.Malia, Comprendre la Révolution Russe, Paris, 1980.
- 2- Il convient de préciser que Kémalist Devrim Ideolojisi d'Elçin, (Ist., 1970) ; et Yakin Tarihimizden Birkaç Madde de Kivilcimli (écrit en 1934, publié en 1981 à Stockholm) font une exception.
- 3- Voir à ce propos, Mc.C.Hudson, Arab Politics, The Search for Legitimacy, New Haven and London, 1977, et G.Salamah, "Strong" and "Weak" states, texte distribué dans les cadres d'un séminaire de D.E.A. de l'I.E.P. de Paris.
- 4- Voir F.Ahmad, Ittihatçilikten Kemalizme, Ist., 1985, p:34-81, et Z.Toprak, Türkiye'de "Milli İktisat" (1908-1918), Ankara, 1982.
- 5- Voir I.Ortayli, İmparatorluğun en Uzun Yüzyili, Ist., 1983
- 6- Nous utilisons ce terme, faute de mieux, et en étant conscients de son ambiguïté.
- 7- Ici nous nous référons, en la prolongeant dans le temps, à la typologie de Küçükömer, proposée dans son Düzenin Yabancılaşması, Ist., 1969.
- 8- Nous avons brièvement analysé cette période de Serif dans notre mémoire de diplôme de l'E.H.E.S.S., Le Problème national kurde en Turquie Kémaliste, Paris, 1986.



9- Il est intéressant de comparer de ce point de vue l'évolution des idées de Serif, et celui de Sati'al Husri, un nationaliste arabe, qui a eu un trajet semblable. Voir W.L. Cleveland, The Making of an Arab Nationalist : Ottomanism and Arabism in the Life and Thought of Sati'al Husri, Princeton, 1974.

Institut kurde de Paris

BIBLIOGRAPHIE (*)

Institut kurde de Paris

(*) Nous nous sommes contentés dans cette bibliographie, de donner seulement les titres de quelques ouvrages. Non excessive, elle ne comprend pas les archives (par exemple celle du Ministère des Affaires Etrangères), ni la presse, telle que Mecheroutiette, que nous avons souvent utilisées.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad F. Ittihatçilikten Kemalizme, Ist., 1985.
- Aksin S. "31 Mart Olayına Degin Sabahattin Bey ve Ahrar Firkasi" Ankara Universitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi, v:XXVII, n:3, 1972.
- Aksin S. Jön Türkler ve Ittihat ve Terakki, Ist., 1980
- Akçura Y. Uç Tarz-i Siyaset, Ankara, 1976.
- Akçura Y. Yeni Türk Devletinin Öncüleri, Ankara, 1982.
- Alp T. Kemalizm, Ist., 1936.
- Antonious G. The Arab Awakening. The Story of the Arab National Mouvement, London, 1945.
- Arik R.O. İdeal ve İdeoloji, Ist., 1947.
- Avanzade S. Ahrar mi İttihad mi, Ist., 1911.
- Barcchard D. "The Intellectual Background to Radical Protest in Turkey in the 1960's", in W.Hale, Aspects of Modern Turkey, Epping-Essen, 1976.
- Bayar C. Ben de Yazdım, v:1-3, Ist., 1965.
- Bayur X.H. Türk İnkilabi Tarihi, Ankara 1952-1967.
- Becker C.H. Das Türkische Bildungsproblem, Bonn 1916.
- Berkes N. Felsefe ve Toplum Bilim, Ist., 1985.
- Berkes N. Türkiye'de Çağdaşlaşma Ist., s. d.
- Birand K. Aydınlanma Devri Devlet Felsefesinin Tanzimat'a Tesirleri, Ankara 1955.
- Cemalettin Siyasi Hatıralar Ist., s. d.
- Cerrahoglu A. Türkiye'de Sosyalizmin Tarihine Katkı, Ist., 1975

- Davison R.H. Reform in the Ottoman Empire 1856-1876,
Princeton 1976.
- Dumond P.
- Haupt G. Osmanli Imparatorlugunda Sosyalist Hareketler,
Ist., 1976.
- Edip H. Conflict of East and West in Turkey, Lahorele,
1935.
- Eliçin E.T. Kemalist Devrim Ideolojisi, Ist., 1980.
- Emin A. Turkey in the World War New Haven, 1930.
- Emin A. The Development of Modern Turkey as measured by
its Press, New-York, 1914.
- Engin A. Sosyalist Geçinenlere Karsi Atatürkçülük, Kizil
Elma, Ist., s.d.
- Esatli M.R. Ittihat ve Terakki Tarihinde Esrar Perdesive
"Yakup Cemil Niçin öldürüldü." Ist., 1975
- Erkal A. "Prens Sabahattin" in E. Kongarli, Türk Toplum
Bilimcileri, Ist., 1982 p:79-150
- Ertürk H. İki Devrin Perde Arkasi, Ist., 1957.
- Fesch P. Constantinople aux Derniers jours d'Abdulhamid,
Paris, 1907.
- Fesch P. Histoire de la Turquie, Paris, 1909.
- Fehmi Y. Considérations sur la Turquie vaincue, Paris 1913
- Fehmi Y. La Révolution ottomane (1908-1910), Paris, 1911
- Fehmi Y. Tablettes Révolutionnaires d'un jeune turc, Paris
1903.
- Findly C.V. Bureaucratic Reform in Ottoman Empire, The
Sublime Porte 1789-1922, Princeton, 1980.

- Fikri F. Mefkure-i Vatan, Orduda İman, İst., 1909.
- Fraser D. Persia and Turkey in Revolution, Edinburg and London, 1910.
- Fua A. Le Comité Union et Progrès contre la Constitution Paris, 1912.
- Nevzat R. La Trahison du Gouvernement turc : Comité Union et Progrès, Paris, 1914.
- Furet Fr. La Gauche et la Révolution au milieu au XIXe siècle, Paris 1985.
- Georgeon Fr. "Nationalisme et Populisme en Turquie : l'Expérience des "Foyers Turcs" (1912-1931)" G.E.T.C. Mai 1983.
- Georgeon Fr. Aux Origines du nationalisme turc : Yusuf Akçura, (1876-1935), Paris, 1980.
- Georgiades D. La Turquie actuelle, Paris 1982.
- Georgiades D. La régénérescence de la Turquie, est-elle possible ?, Paris, 1909.
- Gökalp Z. Yeni Hayat, Dogru Yol, Ankara, 1976.
- Güngör E. Türk Kültürü ve Milliyetçilik, Ankara, 1978.
- Güresin E. 31 Mart İsyani, İst., 1969.
- Hanioglu M.S. Bir Siyasal Düşünür Olarak Doktor Abdullah Cevdet ve Dönemi, İst., 1981.
- Hanna S.A.
- Gardner G.H. Arab Socialism. A Documentary Survey, Leiden, 1969.



- Heyd U. Foundations of Turkish Nationalism. The Life and Teachings of Ziya Gökalp, London, 1950.
- Hıçyılmaz E. Belgelerle Teskilat-i Mahsusa ve Casusluk Orgütleri, Ist., 1979.
- Hilmi A. Muhalefetin Iflası, Ist, 1915.
- Hourani . The Emergence of Modern Middle East, Oxford, 1981.
- Imhoff Z. "Die Endstehung und der Zweck des Comités für Einheit und Fortschriff", Die Welt des Islams Berlin, 1913.
- Inönü I. Genç Subaylık Yıllarım, 1884-1918, Ist., 1969.
- Izzet M. Milliyet Nazariyeleri ve Milli Hayat, Ist., 1981
- Jeldjakov A.D. Türkiye'nin Sosyo-politik ve Kültürel Hayatında Basin, Ist., 1980.
- Jung G. L'Islam et l'Asie devant l'Impérialisme, Paris, 1927.
- Jung G. La Révolte Arabe, Paris 1924.
- Karabekir K. İttihat ve Terakki Cemiyeti 1896-1909, Ist.1982
- Karakoç S. Yazılar, İslam, Farklar ve Dirilisin Cevresinde Ist., 1976.
- Keddie N. Sayyid Jamaladdin "al-Afghani", A.Political Biography, University of California Press 1972.
- Kedouri E. Arabic Political Memories and other Studies, London, 1974.
- Kivilcimli H. Yakın Tarihimizden Birkaç Madde, Stockholm 1981
- Kodaman B. Abdülhamid Devri Egitim Sistemi, Ist., 1980.

- Koyré A. La Philosophie et le Problème national en Russie, Paris, 1976.
- Kuran A.B. Inkilap Tarihimiz ve Jön Türkler, Ist. 1946.
- Kuran A.B. Osmanli Imparatorlugunda Inkilap Hareketleri ve Milli Mücadele, Ist., 1956.
- Kutay C. Üç Pasalar Kavgasi, Ist., 1978.
- Kutay C. Üç Devirde Bir Adam, Ist., 1983.
- Küçükömer I. Düzenin Yabancilasmasi, Ist., 1969.
- Landau J.M. Tekin Alp, Turkish Patriot, Leiden , 1984.
- Landau J.M. Türkiye'de Asiri Akimlar, Ankara, 1978.
- Lévy S. Le Declin du Croissant, Paris, 1913.
- Malia M. Comprendre la Révolution russe, Paris, 1980.
- Mardin S. "Center-Periphery Relations : A Ket to Turkish Politics" Deadulus, Winter 1973, v:102, n:1.
- Mardin S. "Laiklik Ideali ve Gerçekler", Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunlari, 1923-1938, Ist., 1977.
- Mardin S. Din ve Ideoloji, Ist., 1983.
- Mardin S. Jön Türklerin Siyasi Fikirleri, Ankara, 1964.
- Mc. Cullagh F. The Fall of Abdulhamid, London, 1910.
- Mears E.G. Modern Turkey, New York, 1924.
- Meriç C. Bu Ülke, Ist.? 1985.
- Meriç C. Umrandan Uygarliga, Ist., 1974.
- Mentese H. Osmanli Mebusan Meclisi Reisi Halil Mentese'nin Anilari, Ist., 1986.
- Maschopoulus N. La Presse dans la Renaissance balkanique, Etudes historiques, Athènes 1931.

- Muğafir Notes sur la Jeune Turquie, Paris, 1911.
- Mürsel S. Beddiüzzaman Said Nursi ve Devlet Felsefesi,
Ist., s.d.
- Nevzat R. La Fédération ottomane, Paris, 1915.
- Nevzat R. Haraç Maraç Satıyoruz ! Paris 1915.
- Nivet H. La Croisade balkanique, Paris 1913.
- Niyazi M. Millet ve Milliyetçilik, Ist., 1979.
- Nur R. Hürriyet ve İtilaf Nasıl Doğdu ? Nasıl Öldü ?,
Ist., 1919.
- Nur R. Hayat ve Hatiratin, t:1, Ist., 1967
- ölçen A.N. Osmanlı Meclisi Mebusanında Kuvvetler Ayırımı
ve Siyasi İskenceler, Ankara, 1982.
- Ortaylı I. Gelenekten Geleceğe, Ist. 1982.
- Ortaylı I. Osmanlı İmparatorluğu'nun en Uzun Yüzyili,
Ist., 1983.
- Perlant A. Eternelle Turquie, Paris, s.d. (1913)
- Petrosyan Y.A. Sovyet Gözüyle Jön Türkler, Ankara 1974.
- Refik A. İki Komite, İki Kital, Ist., 1972.
- Sabahattin Türkiye Nasıl Kurtulur ? Ist., 1965.
- Safa P. Türk İnkılabına Bakışlar, Ist., 1938.
- Said Halim Buhranlarımız, Ist., s.d.
- Sinanoglu S. Türk Hümanizmi, Ankara, 1968.
- Talat Paşa Talat Paşa'nın Anıları, Ist., 1980.
- Tanpınar A.H. 19. Asır Türk Edebiyatı Tarihi, Ist., 1987.
- Tanyu H. Atatürk ve Türk Milliyetçiliği, Ankara, 1981.

- Teber S. "Ludwig Büchner ve Osmanlı Düşünürleri Üzerindeki Etkileri", Felsefe Dergisi, Sept.1986, p:5-16.
- Temo I. İttihat ve Terakki Cemiyeti'nin Tesekkülü ve Hidamati Vataniye ve İnkılabî Millîye dair Hatiratım, Mecidiye, 1939.
- Ter Minassian A. La Question arménienne, Paris, 1983.
- Toprak Z. Türkiye'de "Millî İktisat" (1908-1918), Ankara 1982.
- Tüfekçi G.D. Atatürk'ün Okuduğu Kitaplar, Ankara, 1983.
- Tunaya T.Z. Türkiye'de Siyasi Partiler, v:1, İst., 1984.
- Tunaya T.Z. Hürriyetin İlanı, İst., 1959.
- Turan O. Türk Cihan Hakimiyeti Tarihi, İst., 1979.
- Tütengil C.O. Prens Sabahattin, İst., 1956.
- Tütengil C.O.
- Günyol C. Prens Lütfullah Dosyası, İst., 1977.
- Ünal T. Türk Siyasi Tarihi, Ankara, 1958.
- Ülgener S.F. Zihniyet, Aydınlar ve İzmler, İst., 1983.
- Ülken H.Z. Siyasi Partiler ve Sosyalizm, İst., 1963.
- Ülken H.Z. Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi, İst., 1979.
- Valy F. L'Europe en Asie mineure, Paris, 1922.
- Woods H.Ch. La Turquie et ses voisins, Paris, s.d. (1912)
- Wollff R.Lee The Balkans in Our Times, New York, 1967.
- Yalçın H.C. Siyasi Anılar, Ankara, 1976.
- Zürchner E.J. The Unionist Factor, The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Mouvement, 1905-1926, Leiden, 1984.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris